
COMPARAISONS INTERNATIONALES

Pauvres et modes de vie pauvre dans des pays européens

Nicolas Herpin et Fabien Dell*

Royaume-Uni et France, Espagne et Portugal, Pologne, Russie et Roumanie : sept pays pour illustrer le large éventail de niveaux de vie qui subsiste dans l'Europe « réunifiée » du XXI^e siècle naissant. Toutefois, lorsque l'on examine les populations les plus pauvres dans chacun de ces sept pays, les différences sont moins frappantes que les similitudes. Partout le bas de la hiérarchie socioéconomique est composé de familles avec plusieurs enfants à charge ou de parents isolés, de ménages comportant des personnes handicapées ou des chômeurs, de foyers dont le chef ayant un emploi est peu qualifié. On observe donc une certaine permanence géographique du profil socio-démographique des pauvres. Il n'en va pas de même de leurs modes de vie, que l'on considère l'activité productive, le comportement budgétaire et l'entraide. Les risques liés à la santé, à l'exode rural ou à l'immigration, au marché du travail, à la fécondité ou à la dissolution du couple sont régulés par un dispositif institutionnel et des solidarités familiales qui diffèrent d'un pays à l'autre, y compris entre pays « riches » de l'Europe occidentale. La croissance du niveau de vie dans les pays d'Europe centrale et orientale (Peco) fera sans doute reculer l'extrême dénuement, mais celui-ci laissera vraisemblablement la place à une pauvreté qui, loin de ressembler complètement aux pauvretés actuelles des pays d'Europe occidentale, devrait cependant garder en plus de spécificités nationales intrinsèques, la marque d'une transition brutale vers l'économie de marché.

* Fabien Dell était à la division Revenu et Patrimoine au moment de la rédaction de ce travail. Nicolas Herpin, chargé de mission à l'Insee, est directeur de recherche au CNRS.
Les noms et dates entre parenthèses renvoient à la bibliographie en fin d'article.

En Europe, les pauvres ont une nationalité. Les études que rassemble ce dossier portent sur sept pays européens auxquels s'ajoutent un travail analogue sur une grande métropole africaine, Antananarivo, et des éléments de comparaison avec Sao Paulo (cf. encadré 1). Il y a sept ans, un numéro spécial d'*Économie et Statistique*, qui décrivait la multidimensionnalité de la pauvreté en France, ébauchait une comparaison avec la Slovaquie (Fall, Horecký et Roháčová, 1997). La même approche est ici mise en œuvre pour la Pologne, la Russie, la Roumanie, l'Espagne et le Portugal. L'étude sur la France (Lollivier et Verger, 1997) a été mise à jour avec des données de la dernière enquête *Budget des Famille*, qui a été réalisée en 2001.

À première vue, la différence majeure entre les pauvres d'Europe vient du degré de développement du pays où ils vivent. Il y a ainsi des « pauvres de pays pauvres » et des « pauvres de pays riches », et les formes de pauvreté qu'ils connaissent, si elles ont de nombreux points communs, n'en sont pas moins des modes de vie « pauvre » différents. La France et le Royaume-Uni sont les plus riches des sept pays étudiés. À l'opposé, la Russie et la Roumanie sont les plus pauvres de ce groupe. La Pologne et la Slovaquie, tout juste entrées dans l'Union européenne portent encore la marque d'une transition difficile. Enfin, l'Espagne et dans une moindre mesure le Portugal, sont dans une situation intermédiaire, en passe de rattraper les pays riches de l'Union. Notons enfin que dans le cas de la Russie, il faut garder à l'esprit l'immense hétérogénéité régionale qui caractérise le pays (1). L'étude présentée ici concerne la pauvreté de la Russie urbaine européenne (2) et ses résultats ne sauraient être généralisés ni au monde rural, ni aux marges septentrionales, orientales voire même méridionales de la Fédération.

Ainsi, une mesure homogène de la pauvreté, ici la pauvreté relative, peut désigner des réalités assez différentes selon les pays. La pauvreté relative dans des pays très pauvres est souvent proche d'un dénuement caractérisé par une insuffisance nutritionnelle chronique et une faible espérance de vie à la naissance, analogue à ce que les historiens de l'Europe du XIX^e siècle désignent sous le terme de misère. Dans les pays plus riches, la pauvreté relative présente tout un dégradé de situations mais, au voisinage du seuil de pauvreté où se concentre la plus importante population, être pauvre signifie plutôt avoir un accès difficile au marché du travail, bénéficier de soins de santé ou de l'enseignement pour ses enfants d'une qualité médiocre,

disposer d'un faible niveau de confort matériel, notamment dans le logement.

Des pays pauvres en Europe

Les pauvres ne sont pas partout démunis au même degré : ils sont membres d'une collectivité nationale et leur situation économique ainsi que leurs droits sociaux sont étroitement liés à cette appartenance. Avant de tenter une sociographie pays par pays des pauvres, il convient donc de préciser les contextes nationaux, sachant aussi que les pays pauvres d'Europe ne le sont pas comme ceux d'Afrique ou d'Asie.

Le classement des pays selon le revenu moyen

L'extrême dénuement est sans doute un phénomène marginal dans l'Europe de 2000. Les niveaux de vie moyens très inégaux dans ces sept pays annoncent cependant des disparités entre les formes de pauvreté. On peut les ordonner à partir de leur distance aux pauvretés profondes qui touchent largement certains pays d'Afrique ou d'Asie. Ainsi, parmi 158 pays du monde (Pison, 2001), la France et le Royaume-Uni font partie des vingt plus riches, l'Espagne et le Portugal se situent entre le 25^e et le 30^e rang, la Slovaquie, la Pologne, la Russie et la Roumanie sont autour du 50^e rang. Le Brésil occupe la 55^e place. Madagascar fait partie des dix les plus pauvres. Il s'agit d'un classement en Pib par habitant corrigé des variations de pouvoir d'achat (parité de pouvoir d'achat). Dans les pays les plus pauvres, en effet, le Pib est par définition faible mais les prix des produits locaux et notamment des services étant relativement bas, le niveau de vie moyen n'est pas aussi bas qu'il y paraît lorsque l'on compare uniquement les montants de Pib par tête. Le Pib en parité de pouvoir d'achat (« PPA ») réduit ainsi la distance entre les plus pauvres et les plus riches (cf. aussi tableau 1).

1. Kalugina et Najman (2003) ont exploité l'enquête RLMS (Russia Longitudinal Monitoring Survey entre 1994 et 2000) où des ruraux font partie de l'échantillon interrogé. Le fait d'habiter à la campagne (par rapport à l'habitat urbain) augmente la probabilité d'être pauvre. En revanche, vivre à Moscou ou à Saint Petersburg réduit la probabilité d'être pauvre. Les salaires et la possibilité de trouver de l'emploi – en Russie, on échappe mieux à la pauvreté en ayant plusieurs emplois – y sont bien meilleurs que partout ailleurs.

2. Sauf lorsque les données proviennent d'autres sources que celles des enquêtes Budget de Famille. Dans les tableaux de cet article, l'intitulé indique alors « Russie » et non « Russie urbaine ».

CONDITIONS DE VIE ET PAUVRETÉ AU BRÉSIL

Tania Quiles de O. Lustosa, Madior Fall et Nicolas Herpin*

Au dernier recensement de 2000, la population brésilienne est estimée à 169 544 000 personnes, avec une densité de 19,8 h/km². Le Brésil est le pays le plus peuplé en Amérique latine et se situe au huitième rang mondial. Pendant la dernière décennie, la population a augmenté de 1,4 % par an. Mais cette croissance se ralentit. Elle est inférieure à celle de la décennie précédente (1,9 %). Ce taux de croissance a été beaucoup plus élevé, surtout dans les années 1960 lorsqu'il a atteint presque 3,0 % (2,5 % dans les années 1970). L'espérance de vie à la naissance ayant augmenté (1), cette décélération notable de la croissance de la population est principalement due à la baisse de la natalité surtout dans la deuxième moitié des années 1970. Le taux de natalité total est passé de 5,8 enfants par femme en 1970 à 2,3 enfants par femme en 1999 (IBGE, 2001).

La situation financière des ménages s'est aussi améliorée. Le revenu par tête, une fois corrigé de l'indice des prix, a augmenté en moyenne de 12 % entre 1981 et 1990 et de 25 % entre 1990 et 1999 (Hasenbalg et do Valle Silva, 2003). Enfin le niveau d'éducation a fortement progressé. Le nombre moyen d'années scolaires des chefs de familles est passé de 3,8 en 1981, à 4,7 en 1990 et à 5,5 en 1999 (*ibidem*). L'allongement de la scolarité n'est pas réservé aux ménages aisés. Dans le quintile de revenu par tête le plus bas, les chefs de ménages sont aussi ceux qui ont le moins fréquenté l'école ; mais leur scolarité progresse en passant d'une année et demi (1,4) en 1981 à presque trois années en 1999 (2,7).

Nombre d'enfants par ménage qui diminue, revenu par tête et niveau scolaire en augmentation ne se traduisent pas, cependant, par une diminution des inégalités économiques. Le Brésil est le pays le plus inégalitaire de l'Amérique latine. En 1990, l'indice de Gini pour le revenu familial par tête est de 0,50 pour l'Argentine, de 0,47 pour le Venezuela et de 0,63 pour le Brésil (Cepal, 2001). En 1999, l'indice de Gini pour le Brésil est inchangé (0,64). La distribution inégalitaire du revenu des ménages est stable. En 1999, comme en 1984, les 10 % les mieux rémunérés reçoivent 47 % du revenu total par tête et les 40 % les moins bien rémunérés n'en reçoivent que 9 % (Barros, Henriques et Mendonça, 2000).

Le secteur informel officiellement toléré

Le tiers de la population brésilienne est pauvre. Exploitant l'enquête *Pnad* (2) de 1999, la ligne de pauvreté a

été calculée par l'Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA) comme le montant de revenu dont le ménage doit disposer pour satisfaire ses besoins de première nécessité (Henriques, 2000). Cette ligne de la pauvreté absolue où l'alimentation occupe une place prépondérante tient compte des différences dues à l'habitat. Elle est donc plus basse dans les campagnes où la nourriture, souvent auto-produite, revient au ménage relativement moins cher que dans les villes. Hasenbalg et do Valle Silva (2003, pp. 460-477) comparent les caractéristiques des adultes et des enfants qui vivent dans ces ménages pauvres (3) à celles du reste de la population. Bien que plus visibles dans les grandes agglomérations, les pauvres sont plus nombreux dans les campagnes. La population rurale est majoritairement composée de pauvres (56 % contre 24 % dans les métropoles régionales et 30 % dans les zones d'urbanisation moyenne). Le Nordeste est la région la plus pauvre. La moitié des urbains y sont pauvres et les trois quarts des ruraux. Pour échapper à la pauvreté, on constate une migration des ruraux vers les métropoles régionales au cours des deux dernières décennies.

D'autres dimensions complètent le profil des ménages pauvres. Ces derniers ont deux fois plus souvent un chef de ménage de couleur que ceux qui appartiennent à des ménages non pauvres. Les chefs de ces ménages sont aussi relativement plus jeunes. Ils sont plus souvent sans emploi (8 % contre 2 % chez les non pauvres). Au Brésil, cependant, la part des travailleurs pauvres (« *working poors* ») est relativement plus importante que dans les pays de l'Europe occidentale. Les réformes du marché de l'emploi, en effet, réalisées sous le président Vargas et toujours valables au début du XXI^e siècle, distinguent deux populations parmi les actifs. Seuls ceux qui ont la carte de travail peuvent compter sur des indemnités de chômage, des assurances sociales et des retraites. Or les pauvres se déclarent deux fois plus souvent comme travailleurs

1. Entre 1992 et 1999, l'espérance de vie à la naissance a augmenté 2,1 ans pour la population totale, avec une différence par sexe qui s'est accrue passant de 7,3 ans en 1992 à 7,7 ans en 1999 (l'espérance de vie est de 64,6 ans pour les hommes et de 72,3 ans pour les femmes en 1999). De 1992 à 1999, la mortalité infantile au Brésil a baissé de plus de 20 % (43,0 pour 1 000 en 1992 à 34,6 pour 1 000 en 1999).

2. Enquête Pesquisas Nacionais por Amostras de Domicílios. Cette enquête est réalisée de façon annuelle par l'IBGE, l'Institut National de Géographie et de Statistiques.

3. Enquête Pesquisas Nacionais por Amostras de Domicílios. Cette enquête est réalisée de façon annuelle par l'IBGE, l'Institut National de Géographie et de Statistiques.



* Tania Quiles de O. Lustosa appartient à l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique, IBGE ; Madior Fall appartient à l'Inra, Nicolas Herpin, chargé de mission à l'Insee, est directeur de recherche au CNRS.

Encadré 1 (suite)

salariés sans carte de travail. Ils sont aussi plus souvent « à leur compte » que les non-pauvres. Le travail féminin étant très concentré sur des emplois de ce secteur informel (employées de commerce, employées de maison et salariées agricoles), cette vulnérabilité est particulièrement accentuée parmi les ménages pauvres dont le chef est une femme (22 % des ménages pauvres). Autrement dit, les pauvres ne sont pas tant des personnes sans emploi que des travailleurs d'une économie informelle officiellement tolérée.

Sao Paulo : inégalité entre habitants et entre équipements des quartiers

L'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) a mis en expérimentation sur l'agglomération de Sao Paulo une démarche complémentaire à celle de la pauvreté absolue (Lustosa, 2000). La méthode des Besoins de Base Insatisfaits – *Unsatisfied Basic Needs* (UBN) – est inspirée à l'origine par les travaux du sociologue anglais Townsend (1971). Les pauvres ne sont pas seulement ceux dont la consommation est insuffisante. Leur environnement immédiat est source de handicaps. Le premier type de ces handicaps concerne les conditions de logement, la difficulté d'y respecter les règles d'hygiène et, en conséquence, les dangers encourus pour la santé des membres du ménage mais aussi en termes de propagation des épidémies. Figurent parmi les UBN du logement : les toilettes partagées par plusieurs ménages, l'entassement dans le logement où dorment plus de trois personnes par pièce, l'absence d'eau courante, l'absence de filtre quand l'eau est courante, l'absence de tout-à-l'égout, l'absence de ramassage des ordures ménagères, l'absence de réfrigérateur. Le second handicap a trait à l'accès au marché local de l'emploi. Ne pas savoir lire ou n'avoir que très peu fréquenté l'école restreint la capacité du chef de ménage à trouver les ressources nécessaires à sa famille. Le troisième type de handicap concerne la scolarité des enfants. La non-fréquentation de l'école du quartier, conséquence de la pauvreté si les enfants des familles pauvres sont incités à travailler au noir ou à mendier au lieu d'aller à l'école, est aussi une cause de sa reproduction si l'absence de

qualification scolaire condamne à terme ces enfants à n'obtenir que des emplois les plus mal rémunérés et les plus vulnérables au chômage.

Emploi, éducation et hygiène sont trois domaines où les services publics, non pas tant ceux de l'État Fédéral Brésilien que de la municipalité de Sao Paulo, ont des missions à remplir. Or l'exploitation de l'enquête réalisée auprès des habitants de cette agglomération permet d'estimer la taille de ceux qui sont exclus de ces services souvent gratuits, sinon subventionnés. Un peu moins de la moitié des habitants vit dans un logement privé d'au moins un élément d'hygiène. 13 % des chefs de ménage n'ont pas achevé l'école primaire (cf. tableau A).

L'enquête sur Sao Paulo fait ressortir un second résultat plus inattendu. Les ménages ayant les bas revenus – ceux dont le revenu par tête est égal ou inférieur au salaire minimum brésilien – ne sont pas les seuls à vivre dans des logements insalubres. Certes, parmi ces derniers, ceux dont le logement comporte au moins un besoin de base insatisfait (UBN) sont deux fois plus nombreux que ceux dont le logement est satisfaisant (cf. tableau A). Corrélativement, parmi les revenus plus aisés, ceux dont les besoins de base relatifs au logement sont tous satisfaits, sont moitié plus nombreux que ceux dont un besoin de base de ce type, au moins, ne l'est pas. Mais ce constat fait bien apparaître que la liaison statistique n'est pas forte entre les besoins de base en matière de logement et la pauvreté monétaire. Dans la population des habitants de Sao Paulo, 8,6 % sont pauvres par le revenu sans que leur logement soit insatisfaisant et 31,1 % ne sont pas pauvres mais éprouvent au moins une carence de base relative au logement. Des mesures d'ensemble en faveur d'une extension du tout-à-l'égout qui toucheraient 5 % de la population de Sao Paulo, concernerait 11 % des pauvres mais tout de même 3 % des non-pauvres. La pause de filtre à eau concernerait 44 % des pauvres mais également 33 % des non-pauvres. L'action publique municipale améliorerait la situation de tous les habitants en entreprenant des travaux sur les équipements urbains même s'il reste vrai que les pauvres bénéficieraient relativement plus de ces programmes.

BIBLIOGRAPHIE

Barros R.P., Henriques R et Mendonça R. (2000), « A Estabilidade Inaceitável : desigualdade e Pobreza no Brasil », R. Henriques (sous la direction de), *Desigualdade e Pobreza no Brasil*, Rio de Janeiro, IPEA.

Cepal (2001), *Panorama social de América Latina 2000-2001*, Cepal, Santiago do Chile.

Hasenbalg C. et do Valle Silva N. (sous la direction de) (2003), *Origens e Destinos, desigualdades sociais ao longo da vida*, Topbooks, Rio de Janeiro.

Henriques R. (sous la direction de) (2000), *Desigualdade e Pobreza no Brasil*, Rio de Janeiro, IPEA.

IBGE (2001), *Annuaire Statistique 2001 de l'Institut National de Géographie et de Statistiques*, Brésil.

Lustosa Tania Quiles de O. (2000), « Application of the Unsatisfied Basic Needs Approach to Buenos Aires and Sao Paulo », *International Comparisons of Poverty*, Susr, Eurostat, Insee, Bratislava.

Townsend P. (1971), *The Concept of Poverty*, Heineman, Londres.



À eux seuls, les pays européens présentent un dégradé de niveaux de vie très contrasté. Le revenu médian des ménages en France est le double de celui du Portugal (cf. tableau 2). Ce dernier est lui-même le double de celui de la Slovaquie et de la Pologne, et plus du double de celui de la Russie. Enfin, celui de la Roumanie est inférieur de moitié à celui de la Slovaquie ou de la Pologne. Pour six des sept pays, des enquêtes nationales permettent de calculer un revenu PPA des ménages qui, de plus, a été déflaté par unité de consommation, tenant ainsi compte du fait que le niveau de vie dépend tant du revenu que de la composition du ménage.

La population active agricole n'est pas seule à profiter de l'autoconsommation

Le classement des pays européens, obtenu à partir du revenu moyen, est confirmé par d'autres clivages, à commencer par la structure socio-professionnelle. Les pays les plus pauvres de la planète sont peu industrialisés et, en conséquence, la population active est quasi exclusivement employée dans des activités agricoles, l'élevage, la pêche et le petit artisanat local complémentaire de ces activités. En Europe, bien que tous les pays soient industrialisés, la structure socioprofessionnelle ne fait pas la

Encadré 1 (fin)

Tableau A
Pauvreté monétaire et équipement urbain à Sao Paulo en 1998

Le ménage est-il pauvre par le revenu ?	Oui	Non	Oui	Non	
Le besoin de base suivant est-il ?	Non satisfait	Non satisfait	Satisfait	Satisfait	
Construction bidonville du logement	0,7	0,5	22,4	76,3	100
Toilettes utilisées par plusieurs ménages	0,8	1,1	22,4	75,8	100
Pas d'eau courante	1,0	0,8	22,2	76,1	100
Plus de trois personnes par pièce	7,2	6,8	15,9	70,1	100
Manque d'eau à la pompe dans au moins une chambre	0,5	0,3	22,6	76,5	100
Pas de tout-à-l'égout	2,6	2,5	20,5	74,3	100
Pas de ramassage des ordures ménagères	0,9	0,5	22,3	76,3	100
Absence de filtre à eau	10,1	25,3	13,0	51,6	100
Absence de réfrigérateur	1,3	1,1	21,9	75,8	100
Absence d'électricité	0,1	0,0	23,1	76,8	100
Au moins un des UBN en logement	14,5	31,1	8,6	45,7	100
La personne de référence n'a jamais été scolarisée	0,6	1,3	22,5	75,6	100
La personne de référence n'a pas fini le primaire	3,7	8,0	19,5	68,9	100
La femme personne de référence n'a jamais été scolarisée	0,2	0,4	22,9	76,4	100
La personne de référence n'a jamais été scolarisée ou n'a pas fini le primaire	4,2	9,2	18,9	67,7	100
Au moins un des UBN en capacité économique	4,2	9,2	18,9	67,7	100
Au moins un adulte est analphabète	4,5	9,0	18,6	67,9	100
Ménage avec au moins un enfant de 5 à 9 ans n'ayant jamais été scolarisé	1,8	1,5	21,3	75,4	100
Ménage avec au moins un enfant de 6 à 12 ans qui n'est pas scolarisé	1,0	0,9	22,2	76,0	100
Ménage avec au moins un enfant de 5 ans non inscrit à l'école	1,2	1,0	22,0	75,9	100
Ménage avec au moins un enfant de 10 à 14 ans jamais scolarisé	0,1	0,1	23,0	76,7	100
Ménage avec au moins un enfant de 6 à 7 ans non scolarisé	0,7	0,6	22,4	76,2	100
Ménage avec au moins un enfant de 5 à 9 ans qui a arrêté l'école	0,2	0,3	23,0	76,6	100
Ménage avec au moins un enfant de 10 à 14 ans qui a arrêté l'école	0,3	0,2	22,8	76,6	100
Au moins un des UBN en éducation	6,2	11,8	17,0	65,1	100

Lecture : sur les 76,8 % habitants de Sao Paulo qui ne sont pas pauvres, 74,3 % vivent dans des logements avec le tout-à-l'égout et 2,5 % sont sans cet équipement.
Source : enquête Pnad, IBGE (1998) ; Lustosa (2000).

même place aux emplois du secteur primaire. La France, et surtout le Royaume-Uni, ont, parmi

les pays étudiés ici, la plus faible proportion de leur population active dans l'agriculture (cf. tableau 3). Viennent ensuite l'Espagne et le Portugal (la pêche est ici agrégée à l'agriculture comme dans la nomenclature d'Eurostat). Enfin, en Pologne, un cinquième environ de la population active vit des activités du secteur primaire et en Roumanie presque un tiers.

Tableau 1
Produit intérieur brut par tête des pays étudiés

	Produit intérieur brut par tête (dollars américains)	Produit intérieur brut par tête (en « parité de pouvoir d'achat » (1))
France	24 021	27 483
Royaume-Uni	25 992	26 518
Espagne	16 225	22 271
Portugal	11 808	17 980
Pologne	4 944	10 477
Slovaquie	4 405	12 732
Russie	2 384	7 500
Roumanie	2 108	6 723

1. Les revenus exprimés en monnaie nationale sont convertis en une unité commune le dollar PPA, tenant compte des taux de change et des différences dans le niveau absolu des prix. Cette conversion permet la comparaison entre les niveaux de vie des différents pays (cf. Verger, 2005, ce numéro).

Source : *The Economist Intelligence Unit, 2004, valeurs pour 2002.*

La prise en compte des fruits et des légumes tirés des jardins de particuliers, qui élargit le nombre des cultivateurs récoltants, ne bouleverse pas cette classification des pays. L'auto-production agricole est loin d'être marginale dans les Peco et renvoie à des habitudes héritées des pénuries de l'époque communiste où même les urbains avaient conservé leur enracinement rural. En Roumanie, 42 % de la consommation alimentaire est fournie par l'autoproduction du ménage (61 % dans les zones rurales et 27 % dans les zones urbaines). En Russie, nombreux sont les citoyens qui ont un lopin de terre loin de leur lieu de résidence, le cultivent et ramènent

Tableau 2
Le revenu médian des ménages et le premier décile selon les pays

	Date	Source	Moyenne	Revenu annuel par unité de consommation (1)
France	2000	Panel européen	Ensemble (2)	14 472
	2000	Panel européen	Premier décile	7 075
Portugal	1997	Panel européen	Ensemble (2)	7 138
	1997	Panel européen	Premier décile	2 139
Slovaquie	1995	Office statistique de la République slovaque	Ensemble (2)	3 650
	1995	Office statistique de la République slovaque	Premier décile	2 110
Pologne	1997	Enquête <i>Conditions de Vie</i> , GUS	Ensemble (2)	3 667
	1997	Enquête <i>Conditions de Vie</i> , GUS	Premier décile	1 948
Russie urbaine	1997	Enquête <i>Budget des Ménages 1999</i> , Goskomstat	Ensemble (2)	3 260
	1997	Enquête <i>Budget des Ménages 1999</i> , Goskomstat	Premier décile	1 424
Roumanie	2001	Enquête <i>Conditions de Vie</i>	Ensemble (2)	1 663
	2001	Enquête <i>Conditions de Vie</i>	Premier décile	873
Madagascar	1999	Pison (2001)	Ensemble (2)	790 (3)

1. Les revenus exprimés en monnaie nationale sont convertis en une unité commune le dollar PPA, tenant compte des taux de change et des différences dans le niveau absolu des prix. Cette conversion permet la comparaison entre les niveaux de vie des différents pays (cf. Verger, 2005, ce numéro).

2. S'entend comme l'ensemble de la population étudiée dans chacune de ces sources.

3. 22 % des habitants d'Antananarivo vivent sous le seuil de 1 dollar PPA par jour en 1998.

Tableau 3
La population qui vit de l'agriculture

En %

	France	Royaume-Uni	Espagne	Portugal	Pologne	Roumanie
Part des emplois dans l'agriculture (Eurostat, 2001)	4	2	7	13		
Part de la population agricole (1)	4 (1997)				21 (1997)	30 (2001)
Part des ménages d'agriculteurs parmi les chefs de ménages actifs						19 (2000)

1. Population dont les ressources proviennent de l'agriculture, population active dans ce secteur et population à leur charge.

Sources : le manque de données homogènes dans les six pays conduit à distinguer trois mesures de la population qui vit de l'agriculture. Pour la Pologne, cf. France/Pologne, 2000 ; pour la Roumanie, cf. l'article sur la Roumanie dans ce numéro ; pour les autres pays, cf. Eurostat 2001.

en train ou en bus le produit de leur récolte à la ville. Plus de 2 millions d'actifs agricoles, qui ont perdu leur emploi entre 1990 et 2001, sont rassemblés dans la catégorie des « sans travail officiel » (cf. Kortchaguina, Ovtcharova, Prokofieva et Festy, 2005, ce numéro). La plupart d'entre eux survivent principalement grâce à l'autoproduction, en exploitant leur « parcelle privée » (la superficie est variable selon les provinces mais relativement grande : 0,5 à 1 hectare par ménage). En Pologne en 1997, 37 % des ménages consomment des produits alimentaires provenant de leur propre jardin. L'enquête révèle qu'il s'agit là d'une activité corrélée aux niveaux de revenu : ce pourcentage n'atteint que 22 % dans le dernier décile contre 51 % dans le premier décile. En France, au contraire, où l'exode rural plus ancien a davantage rompu les liens des urbains avec le monde agricole et où l'agriculture s'est industrialisée, l'autoconsommation alimentaire a diminué et tend à devenir moins une caractéristique de pauvres que de retraités (3) : les plus jeunes de ceux qui vivent à la campagne consomment à la saison les fruits frais de leur verger et les légumes frais de leur jardin mais aussi les offrent en cadeau à leur entourage (Dubeaux, 1994).

Une forte part des dépenses consacrées à l'alimentation

La répartition des dépenses dans le budget moyen des ménages est aussi un indicateur du degré de développement du pays. Dans les pays européens les moins riches, l'alimentation (y compris boissons et tabac) absorbe autour de la moitié des dépenses des ménages (cf. tableau 4) : 40 % en Pologne, 53 % en Russie et 59 % en Roumanie. Dans les pays de niveau de vie intermédiaire, l'alimentation n'occupe plus qu'un quart du budget : 25 % en Espagne, 24 % au Portugal. Pour les pays riches, le coefficient budgétaire de l'alimentation est inférieur au cinquième des dépenses, si celles des cantines et des restaurants sont classées parmi les dépenses de loisirs (4). Le coefficient relativement faible de l'alimentation au domicile ne signifie pas cependant une alimentation de moindre qualité. La consommation alimentaire d'une personne en France s'élève en 1997 à 3 518 calories en moyenne par jour, avec un régime riche en protéines animales et en graisses (France/Pologne, 2000). La même année, les polonais ont en moyenne consommé un peu moins de calories que les français (3 366). Leur consommation est moins riche en viande, notamment en bœuf (10 kg contre

27 kg), et en volailles (12 kg contre 24 kg) ; en revanche, ils consomment davantage de porc (43 kg contre 36 kg). Les Polonais consomment moins de boissons alcoolisées (66 litres contre 105 litres) et moins de lait, mais plus de céréales (157 kg contre 113 kg) et beaucoup plus de pommes de terre (136 kg contre 67 kg). La diversité du régime alimentaire est, en effet, une autre caractéristique qui distingue les pays riches des pays plus pauvres.

Une production domestique plus forte, un équipement du foyer plus rudimentaire

Pays pauvres et pays riches s'opposent aussi par la place qu'ils accordent au travail et au loisir. Les deux composantes du travail doivent ici être prises en compte. Les Polonais consacrent plus de temps au travail professionnel que les Français mais aussi plus de temps aux tâches ménagères (France/Pologne, 2000, p. 180). Les enquêtes *Emploi du temps* ont eu lieu en Pologne en 1996 et en France en 1999. Les Polonais et Polonaises de plus de 18 ans consacrent une demi-heure de plus par jour aux activités de ménage, cuisine, linge et courses que les Français et les Françaises. En revanche, le bricolage occupe davantage les Français que les Polonais. L'autoconsommation alimentaire n'est donc pas la seule composante du travail non rémunéré par laquelle les ménages augmentent le niveau de vie tiré du travail rémunéré. Depuis le début des années 1970 où il est mesuré par les enquêtes *Emploi du temps*, le temps dévolu aux tâches domestiques et au bricolage n'a cessé de diminuer en Europe. En Hongrie où ces enquêtes ont été répétées, il décline aussi ; néanmoins, à chaque date, Hongroises et Hongrois y consacrent un temps moyen supérieur aux Anglais et aux Danois (Gershuny, 2000). Les équipements domestiques dans le foyer allègent la pénibilité de ces tâches. De plus, ils font économiser du temps, ce qui explique les évolutions mais aussi le maintien des disparités entre pays (Gershuny, 2000 ; Chenu et Herpin, 2002). Un ménage sur dix n'est pas équipé d'un lave-linge en France.

3. Notons (cf. Verger, 2005, ce numéro) que l'autoproduction n'a pas pour autant disparu dans les pays « riches » comme la France : elle s'est simplement décalée vers d'autres domaines (bricolage, etc.). La non prise en compte de sa contrepartie financière (« gain d'opportunité ») demeure un problème des mesures monétaires actuelles de la pauvreté, problème particulièrement frappant lors des comparaisons temporelles sur longue durée ou inter-pays.

4. Cette convention discutable (en tout cas pour les cantines) a pour effet de creuser encore l'écart car les pays riches sont aussi les pays où le recours à la restauration « non domestique » est le plus systématique. Inversement la population active employée en Pologne a fréquemment accès à des cantines quasiment intégralement subventionnées.

Ils sont proportionnellement quatre fois plus nombreux en Pologne et presque cinq fois plus nombreux en Roumanie (cf. tableau 5). Ce dernier pays est particulièrement en retard pour l'équipement ménager : un ménage sur cinq n'a pas de réfrigérateur.

Le confort de base du logement est une autre dimension qui ordonne les sept pays selon leur revenu médian. En Roumanie, un tiers des ménages n'a pas de W.-C. à l'intérieur du logement et près de la moitié n'a pas le tout-à-l'égout. L'Espagne est plus proche de la France que du Portugal pour les sanitaires et l'eau

chaude courante dans le logement. La Pologne est plus proche du Portugal que de la Roumanie pour les sanitaires. Le chauffage central est peu répandu dans les pays comme l'Espagne et le Portugal où les hivers sont moins rudes qu'en Europe centrale ou en Russie. L'équipement en automobiles est encore plus discriminant que l'alimentation ou le confort de base du logement pour distinguer les pays riches des pays pauvres en Europe (cf. tableau 5). La France a atteint un seuil d'équipement tel que les ménages qui ne possèdent pas de voiture sont soit ceux où les personnes sont trop âgées pour conduire soit des habitants de centre ville pouvant utiliser les

Tableau 4
La répartition des dépenses : comparaison entre pays

En %

	France 2000 (ensemble)	France 2000 1 ^{er} décile du revenu	Royaume- Uni 1994 Eurostat	Espagne 1994 Eurostat	Portugal 1994 Eurostat	Russie 2000 (ensemble)	Pologne 1997 (ensemble)	Roumanie 2001 (ensemble)	Roumanie 2001 1 ^{er} quintile du revenu
Alimentation	22,5	26,3	17	25	24	53,1	39,6	59	79
boissons alcoolisées	1,5	1,3				2,5	1	3	3
boissons sans alcool						0	2	1	0
tabac	1,2	2,4				1,2	1	3	4
cantine, restaurant	4,9	4,6	Restaurant compté dans loisir	Restaurant compté dans loisir	Restaurant compté dans loisir	1,8	2	1	0
Habillement	5,9	6,2	6	8	6	15,7	8	6	4
Logement	32,4	33,8	34	30	27	13,5	22,4	16	10
Entretien du logement	26,8	28,9	26	24	20	6,1	16,5	15	10
Équipement du logement	5,6	4,9	8	6	7	7,4	5,5	1	0
dont services domestiques		0,4				0	0	0	0
dont animaux domestiques						0	0	0	0
Santé-hygiène	4	3,2	Cf. autres services	Cf. autres services	Cf. autres services	5,5	6,2	4	2
Transport et communication	16,7	14,2	14	13	18	6,9	10,2	9	3
communication	2,5	3,6				1,2	2	4	1
Culture, loisir, éducation	8,9	7,3	20	15	13	4,8	6,9	5	2
éducation	0,4	0,7				1,2	2	2	1
hôtel	1								
Services divers	9,6	9,1	9	9	12	0,5	6,7	1	0
soins personnels	2,3								
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

transports collectifs pour les déplacements longue distance – ceux-ci (train, avion) ne sont pas moins onéreux que l'automobile surtout dans le cas des ménages à plusieurs personnes – et recourant à la location de véhicule en cas de besoin. L'Espagne et le Portugal se rapprochent de ce seuil. Les non-possesseurs de permis de conduire, qui sont encore nombreux dans les générations anciennes notamment parmi les femmes, expliquent en partie ce retard, au moins autant que l'existence de poches de pauvreté. Les Peco sont quant à eux très loin de ces niveaux élevés d'équipement.

Une mortalité relativement précoce

Le présent dossier ne fournit pas les informations nécessaires à une comparaison systématique le long de toutes les lignes de fracture,

cependant, sur plusieurs de ces dimensions socioéconomiques, les pays étudiés s'ordonnent de façon identique. Il en est de même pour les données démographiques.

À la différence de Madagascar dont la population n'a pas encore accompli la transition démographique, les Peco ont tous un taux de natalité bas, plus bas même que la France, le Royaume-Uni et le Portugal, pays plus en retard pour les équipements de santé. Cependant, leur taux de mortalité infantile reste plus élevé que dans les quatre autres pays européens (cf. tableau 6). Dans la période de transition vers l'économie de marché, les soins médicaux qui restent largement assurés dans le cadre d'un service public, n'ont pas été prioritaires dans l'attribution des crédits d'entretien et de modernisation. L'espérance de vie à la naissance est plus faible aussi pour les habitants des Peco. Au bas niveau des

Tableau 5

Absence de confort du logement et de certains biens durables selon le pays

En % de l'ensemble des ménages

	France	Espagne	Portugal	Pologne	Russie	Roumanie
	Panel européen	Phogue	Panel Européen	Conditions de vie	Conditions de vie et pauvreté urbaine	Budget de famille Conditions de vie
	Insee	Ine	Ine	Gus	Ipsep Ran	Nis
	2001	1998	1997	1997	2001	2001
Pas de WC intérieur	2	2	10	16	17	33
Ni baignoire, ni douche	2	2	12	18	21	45
Pas d'eau courante chaude	2	4	17	30	23	47
Pas de chauffage central	22	72	86	27	20	59
Pas de tout-à-l'égout						43
Pas de voiture	17	32	36	57	76	78
Pas de téléphone	3	16	19	51	28	54
Pas de réfrigérateur	1			5	4,5	21
Pas de lave-linge	10			40	23	47

Tableau 6

Données démographiques, année 2001

	France	Royaume-Uni	Espagne	Portugal	Russie	Pologne	Slovaquie	Roumanie	Madagascar
Taux de natalité pour 1 000 habitants	13	12	10	12	9	10	10	10	43
Taux mortalité infantile pour 1 000 naissances	4	6	5	6	16	9	9	19	96
% population moins de 15 ans	19	19	15	17	18	20	20	18	45
% population de plus de 64 ans	16	16	17	15	13	12	11	13	3
Espérance de vie à la naissance (années) hommes	75	75	74	72	59	68	69	67	52
Espérance de vie à la naissance (années) femmes	83	80	82	79	72	77	77	74	56

Source : Pison, Ined, 2001.

soins du service public de santé s'ajoutent d'autres facteurs à prendre en compte. Sont couramment évoqués la dureté des conditions de travail, le peu de confort du domicile et la qualité nutritionnelle de la consommation, notamment la consommation d'alcool. Les hommes russes (et pas seulement les Russes urbains comme dans l'analyse de la consommation) présentent une situation atypique. Leur espérance de vie à la naissance est par rapport à la France ou au Royaume-Uni inférieure de 16 ans (de 11 ans seulement pour les femmes) (cf. tableau 6). Enfin, le vieillissement de la population constitue plutôt un handicap de pays riches. Sans être aussi jeune que la population de Madagascar ou du Brésil, la Russie, la Roumanie, la Pologne et la Slovaquie comportent relativement moins de personnes âgées (64 ans et plus) que la France, le Royaume-Uni, l'Espagne ou le Portugal.

Niveau d'éducation et capacité des Peco à combler leur retard

Les pays pauvres sont moins susceptibles que les pays riches de résorber par eux-mêmes les effets de catastrophes naturelles (cyclone, tremblement de terre, etc.) ou des guerres. Ils manquent de réserves en produits stockés, en ressources financières mais aussi et surtout en capital humain. Le fort pourcentage d'analphabètes parmi les adultes est un des *Indicateurs de pauvreté humaine* servant à classer les pays du monde (5). Or, dans ce registre, les Peco ne sont

pas en situation défavorisée, notamment – et cela est plus notable – à l'égard des quatre autres pays européens.

À la différence des dimensions précédemment évoquées, le niveau éducatif ne classe pas les pays européens selon l'ordre attendu. Les Peco ne sont pas les pays où, à l'âge actif, la population est la plus faiblement diplômée (cf. tableau 7). L'Espagne et le Portugal comportent une proportion deux à trois fois plus élevée de faibles diplômés (inférieurs au second cycle du secondaire). Parmi les sept pays, les Peco se trouvent donc en situation moyenne puisque leurs diplômés de l'enseignement supérieur sont en proportion deux fois moins nombreux qu'en France et en Espagne et trois fois moins nombreux qu'au Royaume-Uni.

Cette qualification relativement élevée de la population active est héritée du développement du système éducatif avant l'instauration du communisme en Roumanie, en Pologne et en Slovaquie. Mais aussi les régimes communistes ont pris le relais dans ces pays et ont comblé le retard initial en Russie. Leurs politiques éduca-

5. Pour les pays les plus pauvres, l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) énumère d'autres caractéristiques de la pauvreté que celle du revenu (Pnud, 1997) : la moindre longévité de leurs habitants et notamment la mortalité fréquente avant 40 ans, l'absence d'instruction et le pourcentage élevé d'analphabètes parmi les adultes, la précarité des conditions de vie mesurée par l'accès à l'eau potable, aux soins de santé (notamment la mortalité à la naissance) et par les insuffisances nutritionnelles (notamment l'insuffisance pondérale chez les enfants).

Tableau 7
Niveau d'éducation en l'année 2000

En %

	France	Royaume-Uni	Espagne	Portugal	Pologne	Slovaquie	Roumanie	Russie
Ensemble des 25-64 ans								
Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	38	19	63	78	20	16	31	21
2 ^e cycle du secondaire	41	53	15	12	68	73	60	60
Enseignement supérieur	21	28	22	10	11	10	9	19
Ensemble des 25-29 ans								
Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	21	10	39	62	10	5	15	
2 ^e cycle du secondaire	43	58	22	23	75	84	76	
Enseignement supérieur	36	33	40	14	15	11	9	
Femmes de 25-29 ans								
Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	21	10	34	59	9	5	16	
2 ^e cycle du secondaire	40	59	21	24	72	83	76	
Enseignement supérieur	39	31	45	17	19	12	8	

Source : pour la Russie, enquête Emploi 2001, Goskomstat de la Russie ; pour les autres pays, La situation sociale dans l'Union européenne, Eurostat, 2003.

tives expliquent pourquoi le niveau scolaire est très homogène entre ces pays de l'Est (il est beaucoup plus disparate entre les pays du Nord de l'Europe occidentale et ceux du Sud). La période de transition vers l'économie de marché n'a pas, non plus, perturbé le système éducatif des Peco. La génération des 25 à 29 ans, la plus récemment sortie du système scolaire, présente une répartition encore un peu plus concentrée sur le niveau moyen des diplômés que celle des actifs, tous âges confondus. Les sorties précoces du système éducatif y sont moins nombreuses. Il en résulte une forte homogénéité scolaire de la population dans les Peco. C'est là un facteur favorable à la cohésion sociale de chacun de ces pays. La rareté des non et faiblement diplômés, si on y ajoute une rémunération du travail relativement faible par rapport aux pays de l'Europe occidentale, est aussi un élément qui attire les investisseurs étrangers. Le système éducatif des Peco est donc à l'origine d'un avantage incontestable sur certains des pays pauvres d'Asie et surtout d'Afrique.

Noyau dur de la pauvreté

Les modes de vie pauvre varient beaucoup selon l'opulence des sept pays, si cette notion d'opulence recouvre l'élévation cumulée du niveau de revenu, du temps de consommation/loisir et du volume des biens publics (santé, éducation mais aussi sécurité des personnes ou des biens et entretien des routes, du patrimoine culturel et naturel). Plusieurs approches de la pauvreté – pauvreté monétaire, pauvreté de conditions de vie, pauvreté subjective – sont alors distinguées et confrontées dans l'analyse. Bien que tenant compte des différences dues au contexte national, ces trois définitions font apparaître un noyau dur de la pauvreté qui n'est pas de la même taille selon le pays. Cependant cette intersection est pour les sept pays relativement faible. De plus, on observe une certaine uniformité géographique des caractéristiques sociodémographiques des pauvres.

Des modes de vie pauvre distincts

Les disparités de niveau de vie moyen ou médian sont une mesure très grossière des écarts de niveau de vie entre pays lorsque l'on s'intéresse aux bas revenus : observer le décile inférieur de la distribution des revenus par unité de consommation en parité de pouvoir d'achat est plus approprié (cf. tableau 2). Ce décile (*i.e.* la limite supérieure des 10 % des ménages les plus

pauvres) représente ainsi vingt fois un seuil de pauvreté absolue profonde d'un dollar en parité de pouvoir d'achat par unité de consommation et par jour en France, six fois ce seuil de pauvreté absolue au Portugal, en Slovaquie et en Pologne et quatre fois en Russie. Les ménages pauvres de Roumanie ont un revenu proche de l'ensemble de la population malgache. Le décile le plus bas du revenu dans ce pays européen est égal à un peu plus de deux fois le montant du seuil de la pauvreté absolue (365 dollars PPA par an (6)) en dessous duquel vivent 22 % des habitants d'Antananarivo.

Dans les Peco, les personnes les plus pauvres ont un mode de vie encore comparable, à certains égards, à ceux qui caractérisent les pauvretés profondes qui touchent largement les pays d'Afrique ou d'Asie et le Nordeste brésilien. Mais leur pauvreté les isole dans leur propre société plus qu'elle n'isole dans les pays les plus pauvres où la classe moyenne est faiblement représentée et où presque tous les ménages ont des revenus aussi faibles. La consommation éloigne aussi les pauvres des Peco de ceux des pays riches. En Roumanie, l'alimentation est de loin le premier poste du budget des ménages les plus pauvres (ici, le 1^{er} quintile) et obère toutes les autres dépenses (cf. tableau 4). En France, au contraire, la structure du budget des ménages du premier décile de revenu est peu différente de celle de la structure médiane : 4 % en plus pour l'alimentation ; et en moins, 2 % pour les transports et 2 % pour les loisirs et la culture. La répartition est analogue pour le vêtement, le poste santé/hygiène et le logement. Toutefois, il est probable qu'une étude de la structure de consommation fine au fil de la distribution des niveaux de vie laisserait apparaître des différences plus importantes (7). Il ne faudrait donc pas en conclure que les pauvres en France n'ont pas de « bonnes raisons » pour se percevoir comme formant une population à part.

Le sentiment d'appartenir ou non à la population défavorisée dans les pays riches semble lié

6. Entre coefficients budgétaires des ménages pauvres et des ménages médians, l'écart est faible dans les pays riches et fort dans les pays pauvres. Cette régularité statistique ne saurait être interprétée comme indiquant des préférences ou des goûts différents entre pays, telles que les modélisent les courbes d'Engel dans les analyses économétriques. Ce pourrait être un effet mécanique de l'intensité de la pauvreté.

7. Entre coefficients budgétaires des ménages pauvres et des ménages médians, l'écart est faible dans les pays riches et fort dans les pays pauvres. Cette régularité statistique ne saurait être interprétée comme indiquant des préférences ou des goûts différents entre pays, telles que les modélisent les courbes d'Engel dans les analyses économétriques. Ce pourrait être un effet mécanique de l'intensité de la pauvreté.

à la source des revenus autant qu'à son montant et à la structure budgétaire. En France et au Royaume-Uni, l'extrême dénuement est combattu et en principe (8) éradiqué par un arsenal de transferts, qui ne font pas pour autant nécessairement sortir leurs bénéficiaires de la pauvreté relative. En France, par exemple, les minima sociaux (revenu minimum d'insertion, allocation de parent isolé et allocation logement) ont un impact important sur l'intensité de la pauvreté monétaire relative (plus faible sur le taux de pauvreté monétaire relative) (9). L'ensemble de ce dispositif s'adresse aux personnes et aux ménages ne bénéficiant d'aucun revenu ou de revenus inférieurs à un seuil minimal de ressources. En décembre 2002, on compte 3,3 millions d'allocataires de minima sociaux (10).

Les ménages, même quand ils bénéficient de ces aides financières en France ou au Royaume-Uni, ont des moyens pécuniaires réduits qui handicapent leur accès aux standards de consommation de leur propre pays. Dans une société où les ménages de la classe moyenne en sont tous équipés, il leur manque certains biens : le téléphone, la télévision couleur et/ou la voiture. À l'époque des grands départs annuels, ils ne partent pas en vacances faute de moyens financiers. Leur pauvreté entrave aussi leur vie sociale et réduit les contacts avec les amis et les parents. Ils n'ont pas, en effet, les moyens de recevoir chez eux ou de rendre les invitations reçues. En France par exemple, le pourcentage des dépenses consacrées aux cadeaux et l'entraide dans la parenté diminuent avec le niveau de vie (Herpin et Déchaux, 2004). Au Royaume-Uni, 7 millions et demi de personnes ne peuvent se permettre de participer à des activités sociales courantes comme la visite d'amis ou de parents, l'assistance aux mariages ou aux enterrements ou la célébration d'événements importants (Fahmy et Gordon, 2005, ce numéro). De plus, ils sont isolés géographiquement. Ces ménages à bas revenus, même si leurs logements, souvent subventionnés, ont un certain confort (chauffage central, cuisine séparée, sanitaires intérieurs) sont mal desservis par les moyens de transport. Les quartiers où ils habitent sont plus exposés à la pollution, au bruit et confrontés à la délinquance (11). Enfin, les services publics auxquels ils ont effectivement accès sont de moindre qualité (notamment les écoles) et les emplois auxquels ils peuvent prétendre sont souvent précaires et mal rémunérés. Sans être exclus du marché du travail (nombreux sont en effet les salariés dont le revenu faible met leur

ménage – famille monoparentale par exemple – en dessous du seuil de pauvreté), ils sont les premiers à perdre leur emploi dans les périodes de récession économique.

Trois indicateurs de pauvreté

À l'intérieur de chaque pays, on peut mesurer une pauvreté monétaire, en conditions de vie ou selon une mesure dite « subjective ». Prendre en compte simultanément ces trois dimensions permet une observation plus robuste de la pauvreté, observation qui, alors, ne dépend pas entièrement des conventions liées à une mesure particulière. Ceci est particulièrement important lorsque l'on compare des pays aux niveaux de vie différents et donc pour lesquels les conventions adoptées peuvent avoir des conséquences très différentes (même si l'on fait sienne la stratégie d'harmonisation des approches plutôt que celle d'harmonisation des conventions ; cf. *infra* et Verger, 2005, ce numéro).

Le taux de pauvreté monétaire relative est défini comme la part de la population (ou des ménages) dont les revenus (ou niveaux de vie) sont inférieurs à une fraction du revenu (ou niveau de vie) médian. Ce dernier dépend évidemment du degré de développement du pays ou de son avancement dans le processus de transition dans le cas des Peco. On n'a donc pas pris le revenu médian de l'ensemble formé par les sept pays européens pour définir un seuil commun de pauvreté. Si cela avait été le cas, France et Royaume-Uni auraient eu moins de 5 % de leur population pauvre et les Peco plus de 50 %.

Pour les conditions de vie, ce ne sont pas, non plus, les mêmes items qui ont été sélectionnés pour établir le score de chacun des pays : les standards de conditions de vie ne sont pas les mêmes et impliquent des choix différents des items sur lesquels s'appuient les scores de déprivation (cf. tableau A, annexe 1). Ceci advient aussi bien lors d'un choix par experts qu'avec un choix suivant une approche axiomatique (le respect du principe de fréquence impliquant nécessairement des choix différents lors-

8. Il existe néanmoins des « sans domicile » dont les modes de vie sont proches de l'extrême dénuement. Ils ne sont pas pris en compte dans les enquêtes notamment celles sur le budget des ménages (cf. Verger, 2005, ce numéro).

9. L'intensité de la pauvreté monétaire relative peut être définie comme la distance moyenne en pourcentage du seuil à laquelle les pauvres se trouvent du seuil.

10. Rapport de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2003-2004, 2004

11. Cf. Herpin et Lagrange (2005) sur la France.

que les pays ont des taux d'équipement différents ; cf. article introductif de D. Verger dans ce numéro). Ainsi, en France, il y aurait beaucoup moins de pauvres en conditions de vie si l'on avait retenu les items de la Roumanie et comme seuil le score des 10 % les plus pauvres de ce pays. L'environnement pollué, bruyant, vandalisé est un critère en France, en Espagne et en Pologne, mais ne figure pas dans la liste établie pour la Russie urbaine, la Roumanie et *a fortiori* pour Antananarivo. Pas d'eau chaude dans le logement est un critère pour la France, l'Espagne et la Pologne ; pas d'eau courante en est un pour la Roumanie et pour Antananarivo. Pas de réfrigérateur figure comme une privation seulement en Pologne et en Roumanie. Pas de voiture et pas de téléphone sont des privations de pays plus riches : France, Espagne ou Pologne. Elles ne figurent pas en Russie urbaine, en Roumanie, à Sao Paulo ni à Antananarivo.

En ce qui concerne la pauvreté « subjective », le même type de précautions doit être (et est) pris lors de comparaisons inter-pays (la mesure subjective de la pauvreté est très sensible à la formulation adoptée). Il ne s'agit pas d'une opinion qui « flotte dans la tête des gens réels » (Max Weber, 1971) quand l'enquêteur leur demande leur explication de la pauvreté et dont Paugam et Selz, dans ce numéro, montrent combien elle est sensible en Europe à la conjoncture de l'emploi. La pauvreté subjective dont il est ici question relève d'une approche en termes de contrainte budgétaire serrée. Le ménage est en retard pour régler ses factures. Il a du mal à boucler son budget. Le questionnaire renvoie à la capacité des ménages à anticiper les chocs de revenus et à avoir accès à un marché du crédit pour se prémunir de baisses transitoires de leurs revenus monétaires, de façon à ce que ces baisses transitoires ne se répercutent pas sur leurs conditions d'existence, les entraînant subsequmment dans la pauvreté. La notion de contrainte budgétaire est très liée au contexte socio-économique local (développement du crédit) mais aussi à l'intensité des liens d'entraide entre les différentes générations d'une même parentèle. En ce sens, cette définition de la pauvreté s'éloigne d'une appréciation purement subjective.

Comme on l'observe systématiquement, les trois types de pauvreté se recouvrent très imparfaitement ; c'est justement ce qui fait l'intérêt de leur étude simultanée. Ils permettent d'appréhender avec une robustesse accrue un phénomène multidimensionnel et dont la mesure, en un point du temps et grâce à des don-

nées d'enquête, est nécessairement insuffisante. Comme il l'est dit par Lollivier et Verger (1997), la population pauvre selon les trois dimensions constitue probablement un « noyau dur » de la pauvreté (la confirmation de cette hypothèse nécessite toutefois des données longitudinales). Si, la part de ce noyau dans la population totale nous informe sur la profondeur de l'extrême pauvreté dans le pays, sa part dans la population pauvre totale nous informe sur l'importance du caractère multidimensionnel de la pauvreté observée. Parmi les pays pour lesquels nous disposons de données nous permettant d'apprécier ce recouvrement, la France (1,1 %) et la Pologne (1,1 %) présentent le noyau dur de pauvreté profonde le plus réduit. Les personnes pauvres dans les trois dimensions – revenu, conditions de vie et pression budgétaire – forment une population relativement plus fréquente en Russie urbaine (2,9 %), en Espagne (3,1 %) et surtout en Roumanie (5,7 %). Exprimée en part de la population pauvre totale, le noyau dur donne une image assez similaire du phénomène : France et Pologne connaissent une pauvreté profonde qui représente 10 % environ de la pauvreté totale, en Espagne et en Russie urbaine, le noyau dur est de l'ordre de 20 % alors qu'il est en Roumanie de plus de 55 %. Autant que l'observation de la pauvreté profonde, le recouvrement deux à deux des trois types de pauvreté est informatif : les écarts entre pauvreté monétaire et pauvreté en conditions de vie nous informent sur les différences dans le degré de monétarisation de l'économie d'un pays, les écarts entre pauvreté subjective et pauvreté en conditions de vie nous informent sur les différences entre pays en termes d'avenir incertain auquel sont confrontés les agents ou d'évolution à la baisse de leurs ressources.

Caractéristiques démographiques et sociales analogues

Inégalités de richesse entre pays, diversités des pauvretés et ampleur plus ou moins grande du noyau dur des pauvres n'épuisent pas la comparaison internationale. Observe-t-on corrélativement un contraste aussi net entre pays quand sont examinées les caractéristiques démographiques et sociales des pauvres ? La réponse classique à cette question est négative. Fahmy et Gordon rappellent la typologie des populations vulnérables à la pauvreté établie par Booth (1903) il y a plus d'un siècle : les familles nombreuses et monoparentales, les personnes âgées, les sans-emploi, les malades et les handicapés. Dans l'enquête que ces auteurs ont réalisée en

1999 au Royaume-Uni, tous ces groupes sont sur-représentés dans le quartile le plus pauvre. Un trait spécifique du Royaume-Uni pourrait faire croire cependant que la situation dans la population active s'est améliorée. On y trouve certes des chômeurs ; mais cette situation, comparée aux autres pays de l'Union européenne et notamment à la France, reste relativement peu fréquente. Or, selon les auteurs, cette amélioration résulte d'une définition trompeuse de la catégorie des sans-emploi. Beaucoup de personnes au chômage sont découragées dans leur recherche. N'effectuant plus de démarches pour trouver un emploi, elles ne sont plus comptabilisées comme telles. Fahmy et Gordon font alors observer que ces sans-emploi ne disparaissent pas pour autant de la population en âge de travailler. Aux âges actifs, le Royaume-Uni a le taux de malades le plus élevé des pays appartenant à l'Europe des Quinze. Autrement dit, à cent ans d'intervalle, les populations menacées par la pauvreté sont toujours les mêmes.

À cet argument tiré d'une comparaison longitudinale, les autres pays apportent une confirmation transversale. Partout les familles nombreuses (trois enfants ou plus vivant dans leur famille d'origine) et les familles monoparentales courent un risque élevé de pauvreté monétaire (cf. tableau B, annexe 1). Entre les sept pays européens étudiés, cependant, des différences apparaissent pour la pauvreté de conditions de vie (cf. tableaux C et D, annexe 1). Au Portugal, notamment, le risque de pauvreté en conditions de vie n'augmente pas avec le nombre des enfants à charge (cf. tableau C, annexe 1). Mais il s'agit d'une exception. L'invalidité ou la maladie chronique dans le ménage aggrave le risque de pauvreté monétaire et celui en conditions de vie dans chacun des sept pays (à l'exception de la Pologne). Les foyers comportant un chômeur sont aussi plus exposés à la pauvreté monétaire ou à celle de conditions de vie que les ménages sans chômeur dans chacun des sept pays européens.

La situation des personnes âgées fait cependant exception à cette constance des profils de pauvreté entre pays. Elles ne sont pas en général particulièrement exposées à la pauvreté. Certes, au Portugal et en Espagne, les plus de 75 ans sont sur-représentés parmi les revenus bas (cf. tableau B, annexe 1). Mais, en France et au Royaume-Uni, la sur-exposition est plutôt le fait des 50-75 ans, en fin de carrière au moment des pré-retraites mais avant l'arrêt définitif de l'activité rémunérée et du versement des pensions. Le contre-exemple est celui de la Pologne : le ris-

que de pauvreté monétaire décroît avec l'âge de façon uniforme. Par contre, les ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 30 ans sont souvent aussi concernés que les personnes les plus âgées par la pauvreté, notamment en France, au Royaume-Uni, en Russie urbaine et en Pologne.

Bien qu'il ne figure pas toujours au nombre des facteurs associés classiquement à la pauvreté, le bas niveau scolaire du chef de ménage joue un rôle important. La décroissance du risque de tomber dans la pauvreté avec le niveau de diplôme s'observe pour la pauvreté monétaire comme pour la pauvreté en conditions de vie. Même à Antananarivo on constate l'importance du capital scolaire pour échapper à la pauvreté : ne pas parler français dans cette ancienne colonie française expose davantage à la pauvreté monétaire (cf. tableau B, annexe 1).

Au cours du processus de transition dans les Peco, le passage vers une économie de marché a finalement accru la monétarisation des échanges, changé les besoins et les standards de consommation ainsi parfois que les compétences requises pour travailler. La structure de l'emploi mais aussi la nature des solidarités familiales ou de voisinage se sont également modifiées au cours de la transition. Ces changements, parfois brutaux et inachevés, se traduisent par une hiérarchie variable des handicaps et des atouts. Cependant, les profils sociodémographiques les plus exposés à la pauvreté sont similaires à ceux que l'Europe occidentale a connus depuis plusieurs décennies voire un siècle (cf. Booth, 1903). Dans les pays riches, la protection sociale plus développée que dans les pays pauvres (12), a atténué les effets du dénuement mais n'a pas bouleversé la hiérarchie de l'inégalité.

La fin d'une forme particulière de l'identité nationale ?

On observe donc une certaine permanence géographique du profil sociodémographique des pauvres. Transition à l'Est et développement au Sud, la convergence économique des dernières années n'est-elle pas aussi en train d'effacer l'identité nationale des pauvretés ? Une première approche, sans soutenir que le dispositif institutionnel et les solidarités familiales a perdu tout effet propre, fait valoir l'inci-

12. Cf. Lefèvre (1995) et (1998) sur le cas de la Russie.

dence uniformisatrice de la transition vers l'économie de marché (Kornai, 1998) (13). Pour une autre démarche analytique (DiPrete, 2003), la convergence économique n'affecte pas l'irréductibilité des écarts nationaux. La mobilité professionnelle, conjugale et géographique impliquent des risques de pauvreté, risques qui ne sont pas pris en compte de la même façon dans le dispositif institutionnel et les normes de solidarité familiale propres à chaque pays. On examine l'évolution de la pauvreté des Peco à la lumière de la première approche et les spécificités nationales de la pauvreté des pays plus riches à la lumière de la seconde.

Le choc politique et social de la transition vers l'économie de marché

À l'instar des autres pays européens, les Peco se sont dotés de régimes parlementaires et ont libéralisé la vie politique. L'économie de marché est maintenant partout le cadre des échanges même si elle n'a pas pénétré au même degré les Peco. Certains comportements ont perdu leur spécificité antérieure. La fécondité, par exemple, qui était plus élevée au milieu des années 1980 dans les pays de l'ancien bloc de l'Est s'est alignée sur celle des pays de l'Europe occidentale (Prioux, 2004). La transition des Peco est bien une période de convergence mais pas pour les formes de pauvreté.

Ainsi, en Roumanie, la fermeture des nombreux établissements industriels après le changement de régime politique a amorcé un retour d'une partie de la population urbaine vers la campagne (l'idée d'un exode rural inverse doit cependant être nuancée ; cf. von Hirschhausen, 1997). Les exploitations agricoles familiales, de petite taille et sans moyens financiers pour améliorer leur technologie, n'ont pas été en situation de mettre à profit cet afflux de main-d'œuvre (14). Davantage de bouches à nourrir avec une production en baisse a donc conduit à davantage de pauvreté rurale : au cours de la transition, la Roumanie a donc vu son noyau dur de pauvreté se renforcer. Les retraités dans ce même pays sont dans une situation, elle aussi, très liée à la conjoncture des années quatre-vingt-dix : une situation générale difficile sur le marché de l'emploi a conduit les pouvoirs publics à faciliter en Roumanie les retraites anticipées. Dès 50 ans, les ouvriers du secteur industriel ont obtenu leur pension de retraite. Mais alors « le nombre total des retraités a dépassé le nombre des employés, principaux contribuables

du système des retraites » (cf. Duma, Molnar, Panduru et Verger, 2005, ce numéro). Le versement des retraites a été maintenu mais à un niveau très bas pour ménager les finances publiques. Pour ces retraités qui ont les compétences pour travailler dans le secteur informel ou dans le cadre d'exploitations familiales, ce montant faible constitue un complément dont sont privés les indépendants et les chômeurs et, de ce fait, leur donne davantage les moyens d'échapper non pas tant à la pauvreté monétaire qu'à celle de conditions de vie (cf. tableau C, annexe 1).

En Pologne, la période de transition a amplifié aussi la composante rurale dans la pauvreté relative (France/Pologne, 2000). Les coûts de production des exploitations agricoles sont restés élevés alors que la demande pour leurs produits était en diminution. Le marché rural du travail se caractérisait par un fort chômage dans les régions où l'agriculture d'État était en déclin. Toute la population agricole a été atteinte par un chômage caché. De plus, comme en Roumanie, les jeunes issus du milieu rural qui n'ont pas trouvé de travail dans les grandes agglomérations sont revenus dans leurs familles. En augmentant le nombre des personnes à charge, ils ont fait glisser encore davantage cette population rurale vers la pauvreté.

En Russie, la population d'âge actif a gardé ses emplois notamment dans le secteur industriel mais le salaire réel s'étant effondré, une classe de « travailleurs pauvres » (« *working poors* ») s'est substituée à une classe d'ouvriers qui était relativement favorisée sous le régime politique précédent. Dans la seconde moitié des années 1990, les salaires ont été payés avec plusieurs mois de retard, de façon non synchronisée mais dans tous les secteurs économiques et dans toutes les industries (Javeline, 2003). Pour une large majorité des ménages en Russie, l'inflation rapide a rendu encore plus dramatiques ces retards de paiement (15). Les récentes réformes

13. Selon Kornai, la pauvreté est liée à la pénurie chronique des produits marchands dans le système socialiste. Dans le système capitaliste, la pauvreté dépend de l'emploi flexible. Elle est sujette principalement aux variations cycliques du taux de chômage.

14. Certains grands domaines agricoles, exploitations collectives à l'ère communiste, ont été acquis par des investisseurs étrangers. Mais la modernisation en cours ne devrait pas créer des emplois agricoles en grand nombre (Cristi Cretzan, « Romanian farmlands draw crop of foreigners », Wall Street Journal, European edition, 4 avril 2005).

15. Javeline (2003) se demande pourquoi cette situation n'a pas provoqué un soulèvement de masse. Elle soutient une hypothèse « cognitiviste ». Les salariés n'ont pas protesté faute de pouvoir identifier les responsables de cette situation.

du système de protection sociale (été 2004) visant à monétariser des prestations auparavant fournies en nature ainsi qu'à les décentraliser illustrent bien à la fois l'inefficacité du ciblage des aides en Russie au cours des années 1990 et le type de bouleversement auquel la transition expose les populations modestes. La réforme vise au moins officiellement à répondre au fait que les aides sont souvent plus dirigées vers les classes moyennes que vers les pauvres. Le nouveau système qui, en ce domaine, suit la politique du régime précédent (16) a cependant l'inconvénient de ne pas prendre en compte les disparités régionales. Leur importance présente de nombreuses analogies avec la situation brésilienne (cf. encadré 1).

Dans les anciens régimes communistes, l'emploi à vie était en partie cause d'une pénurie endémique (Kornai, 1999). Ces restrictions étaient présentées comme transitoires et surtout touchaient de façon uniforme une très large proportion des ménages d'actifs et de retraités. Pour autant, certaines formes plus permanentes d'extrême dénuement n'avaient pas été totalement éradiquées. Rares, en effet, étaient ceux qui n'avaient pas un emploi salarié stable ; mais ceux qui étaient dans cette situation se trouvaient maintenus dans une très grande pauvreté (sans logement mais aussi sans accès à des biens et des services attribués par les organisations syndicales ou professionnelles). Bien avant l'effondrement de ces régimes, le petit commerce de proximité et d'autres activités payantes de service ont été alors tolérées en dehors de l'économie planifiée pour lutter contre cette pauvreté due au chômage caché (Szelényi et Kostello, 1996). L'introduction de l'économie de marché, dans la dernière décennie des régimes communistes, a donc dans cette première phase contribué à diminuer une inégalité économique, faible par rapport aux pays de l'Europe occidentale, mais en croissance. En revanche, la généralisation de la flexibilité de l'emploi après la disparition de ces régimes politiques, a eu l'effet inverse d'augmenter l'inégalité (cf. les indices de Gini calculés dans les articles de ce dossier). Chômage mal indemnisé ou/et pension de retraite très insuffisante, le dispositif de protection sociale dans les Peco n'a pas évolué en rapport avec la disparition de l'emploi à vie. Un second trait rend encore plus spécifique la pauvreté des Peco : le retour de la cohabitation dans la famille élargie. La transition vers l'économie de marché a provoqué un retour partiel des salariés urbains vers les exploitations agricoles. Or, cette migration a été possible en Pologne et en Roumanie parce qu'en plus de l'enracinement

rural maintenu des urbains, les liens familiaux n'avaient pas perdu leur force.

L'évolution de la pauvreté sur la période récente rapproche les Peco des modes de vie pauvre de Antananarivo ou du Brésil. Une spécificité des ménages les plus pauvres de la capitale malgache est que le nombre de ceux qui contribuent aux ressources du foyer croît avec la pauvreté (cf. tableau B, annexe 1). Vieux et jeunes sont sollicités. Comme les foyers de grande taille comportent des enfants de tous les âges, on peut supposer que ces derniers sont incités de façon précoce à apporter leur contribution même si cette participation est peu compatible avec les apprentissages scolaires. Les plus pauvres, d'autre part, s'activent dans la partie la moins réglementée des échanges marchands (cf. tableau B, annexe 1). Par opposition à ceux qui ont un emploi salarié ou travaillent à leur compte avec pignon sur rue, ils tirent leurs ressources du secteur informel. Le tourisme est à l'origine d'un actif marché de la prostitution (Cole, 2002). La transition vers une économie de marché peu ou pas régulée a exposé les plus pauvres dans les Peco – puisqu'ils survivent, eux, principalement grâce à l'autoproduction rurale, le troc et l'économie souterraine – à l'aspect le plus violent des bouleversements économiques des années 1990.

Le degré de monétarisation ne doit pas être naïvement considéré comme un indicateur fiable du degré de développement et notamment du stade d'avancement dans le processus de transition dans le cas des pays de l'Europe occidentale et orientale. Certes, la monétarisation de pans entiers de l'économie accompagne la transition avec la disparition progressive de l'autoconsommation rurale en Pologne ou – dans une moindre mesure – en Roumanie. Cependant, les réformes de la transition et le contexte politique – intérieur (opposition à la référence qu'était l'économie socialiste) autant qu'international (« Consensus de Washington » des années quatre-vingt-dix) dans lequel elles ont eu lieu – ont conduit à la monétarisation de secteurs de l'État-providence qui dans certains pays occidentaux (en principe plus « avancés » dans la

16. « Au moment du démantèlement de l'URSS (...) où la partie centrale de la Russie et de nombreuses autres régions de la partie européenne (...) déploraient en permanence le dépeuplement de la campagne, le manque de main-d'œuvre, le suremploi des femmes, la baisse de la fécondité, les républiques centres-centre-asiatiques se heurtaient à une pression démographique croissante, à une surpopulation agraire, à un chômage voilé et parfois manifeste, à un faible accroissement voire une baisse de la part de la population urbaine (...) » (Vichnevski, 2000, p. 336).

transition puisqu'« arrivés ») demeurent encore aujourd'hui en grande partie hors de l'économie de marché (éducation, santé etc.). En d'autres termes, les secteurs monétarisés des économies françaises et polonaises ne sont pas nécessairement emboîtés. Il n'y a donc pas convergence des modes de vie pauvre entre les Peco et les pays d'Europe occidentale, du moins sur la période étudiée (17). Néanmoins cette hypothèse garde un intérêt à plus long terme. La pauvreté due au chômage, surtout celui de longue durée, est bien une conséquence uniformisatrice prévisible dans ces économies où s'installe la flexibilité de l'emploi.

La pauvreté des jeunes en Espagne et des retraités au Portugal

La France, le Royaume-Uni mais aussi l'Espagne et le Portugal sont plus riches. Leur régulation et les politiques publiques sont plus soumises au débat public. L'action de l'État est plus sensible aux compromis avec des partenaires sociaux investis d'une légitimité ancienne, et plus dépendante des dispositifs institutionnels hérités de l'histoire nationale. Dans ces pays, les modes de vie des pauvres n'ont pas pour autant perdu toute spécificité. D'autres principes d'analyses que ceux évoqués pour les Peco doivent donc être mobilisés.

En Espagne et au Portugal, le dispositif de protection sociale et le marché de l'emploi n'exposent pas à la pauvreté de la même façon les jeunes et les personnes âgées. Les indemnités de chômage sont deux à trois fois plus élevées en Espagne qu'au Portugal et bénéficient surtout à ceux qui ont de l'ancienneté dans l'emploi. Les retraites sont aussi plus élevées en Espagne qu'au Portugal. Au Portugal, les plus de 65 ans, 22 % de la population, constituent 41 % des pauvres monétaires. La population active est incitée à prendre plus tard sa retraite. Entre 60 et 64 ans, 44 % sont en emploi au Portugal et seulement 25 % en Espagne (Eurostat 2001). À l'âge de la retraite, enfin, cette vulnérabilité des « travailleurs pauvres » (*working poors*) – travailleurs agricoles et marins pêcheurs – s'accroît si leurs enfants, devenus adultes, ne contribuent pas par leur salaire au revenu de leur famille d'origine.

Dans ces deux pays du sud et à la différence des pays plus au nord de l'Europe, les jeunes quittent tardivement leur famille d'origine. En 1999, il fallait attendre que les garçons aient 27 ans au Portugal et 29 ans en Espagne pour

que 50 % d'entre eux ne vivent plus avec leurs parents contre 23 ans au Royaume-Uni ou en France (Eurostat, *enquête européenne sur les forces de travail*, 1999). La situation des jeunes sur le marché de l'emploi, en revanche, diffère entre les deux pays du sud. En Espagne, 23 % des hommes de 15 à 24 ans sont au chômage contre seulement 7 % au Portugal (41 % pour les femmes de cette tranche d'âge en Espagne et 11 % au Portugal). Les jeunes portugais ayant en général un emploi et restant tard dans leur famille contribuent à préserver leurs parents de la pauvreté. En Espagne, au contraire, la famille d'origine, dans la mesure où les parents ont des indemnités de chômage calculées à l'ancienneté et/ou des retraites relativement élevées, est un rempart contre la pauvreté des jeunes dans un pays où, chez ces derniers, le chômage atteint un niveau particulièrement élevé. Cette pauvreté des jeunes retarde leur installation indépendante et se prolonge après leur départ. Comme le note une étude de Canto et Mercader-Prats (2001), les jeunes ménages espagnols sont relativement nombreux à traverser une période de pauvreté quand, s'installant à des âges plus ou moins avancés, naissent les enfants.

L'exposition à la pauvreté des parents isolés n'est pas la même dans les pays les plus riches de l'Europe occidentale

Pour le sociologue américain, DiPrete (2003), la pauvreté dans les sociétés avancées est un processus temporel d'entrées/sorties qui ne concerne pas seulement l'itinéraire professionnel des individus mais aussi la vie des couples. Son analyse oppose l'Allemagne et la Suède. Ces pays, en plus de leur niveau de vie analogue, sont homogènes par la culture religieuse et le régime politique. Et pourtant la dissolution du couple (ou sa non-formation après la naissance d'enfant naturel) n'a pas les mêmes conséquences sur la pauvreté. En Allemagne, les mesures de protection sociale, peu favorables aux parents isolés, dissuadent les couples de divorcer. De plus, les mères allemandes ayant des enfants à charge participent relativement peu à l'emploi, et notamment au travail à plein temps. Leur ménage est donc handicapé lorsqu'elles

17. L'apparition d'une pauvreté « nouvelle » pour les citoyens d'un pays (elle peut être bien connue dans un pays qui a suivi un autre chemin de croissance) ne suscite pas partout une réponse politique rapide. La vitesse de la réaction dépend de la nature du régime politique et de la légitimité des dispositifs par lesquels est fournie l'information sur cette « nouvelle pauvreté » (statistiques administratives, associations humanitaires ou religieuses, syndicats de travailleurs).

sont ou deviennent seules soutien de famille (« breadwinners »). Ce contexte juridique et professionnel rend moins fréquentes les séparations mais, quand celles-ci se produisent, elles ont des conséquences économiques et sociales beaucoup plus graves. Inversement la société suédoise, dont la permissivité pendant la jeunesse est une caractéristique établie depuis le XIX^e siècle (Shorter, 1982) et qui tolère un taux de divorce beaucoup plus élevé que celui des Allemands, rend aussi moins probable la chute dans la pauvreté quand le couple se sépare. Les Suédoises, en effet, tirent profit de la fiscalité et de la protection sociale qui, dans ce pays, sont favorables au travail à temps partiel. Chaque pays ne met donc pas à disposition des citoyens le même filet de protection, entendu ici en un sens très large puisqu'il inclut l'accès des femmes au marché de l'emploi. En conséquence, les femmes avec enfant(s) dans ces deux pays n'ont pas les mêmes attentes relatives au couple et ne sont pas amenées à courir les mêmes risques quand le couple se dissout ou ne se forme pas.

En France et au Royaume-Uni, la dissolution du couple n'expose pas, non plus, de la même façon les hommes et les femmes. Eurostat (2003) calcule un indice de risque de pauvreté où le seuil est fixé à 60 % de la médiane des revenus en 1998 (cet indice n'est pas établi toutes choses égales par ailleurs). Le risque de pauvreté est du même ordre de grandeur chez les hommes et les femmes en France, est plus grand du quart chez les femmes au Royaume-Uni. Pour les femmes seules et sans enfant à charge, ce risque est deux fois plus important au Royaume-Uni qu'en France. Pour celles sans enfant et vivant en couple de plus de 65 ans, il est aussi deux fois plus important au Royaume-Uni qu'en France. Pour un parent seul (le plus souvent une femme), il est moitié plus élevé au Royaume-Uni qu'en France.

La pauvreté menace donc plus les femmes que les hommes au Royaume-Uni qu'en France sans pour autant que l'accès à l'emploi soit particulièrement rendu difficile aux anglaises. Le taux d'emploi des femmes à l'âge actif (15-64 ans) est même plus élevé au Royaume-Uni qu'en France, respectivement 65 % contre 53 % en 1999 (Eurostat, 2001). Une première explication tient aux écarts de rémunération homme/femme. Ils sont plus défavorables aux anglaises qu'aux françaises (78 contre 88, la parité étant à 100), notamment en raison de la prévalence des emplois à temps partiel. Le temps partiel est aussi à l'origine d'une pénalité supplémentaire en cas de chômage au Royaume-Uni. Les

indemnités ne sont versées que si la personne a travaillé un certain nombre d'heures par semaine, fait preuve de continuité dans l'emploi (au moins égale à deux ans) et a reçu un niveau de salaire au-dessus d'un certain seuil (Maruani, 2002). Or ces conditions sont plus rarement remplies par les femmes qui travaillent que par les hommes. Le temps partiel couplé avec le régime d'indemnisation du chômage rend plus vulnérables à la pauvreté les femmes à la tête d'une famille.

Les hommes vivant seuls en France : une pauvreté due à un cumul de trois mobilités ?

En France, des relations soit distantes soit distendues à la famille sont à l'origine d'une pauvreté qui ne figure pas parmi celles classiquement répertoriées et que l'on ne rencontre pas, non plus, dans les Peco. Les personnes vivant seules sont aussi vulnérables que les familles monoparentales pour chacune des trois pauvretés et plus exposées que les couples avec ou sans enfants (y compris les familles nombreuses) pour la pauvreté de conditions de vie. Il s'agit d'un résultat net, compte tenu des autres effets liés à la catégorie sociale, au niveau de diplôme, à l'âge de la personne de référence, à l'habitat, à la présence de chômeur au foyer et à la présence d'un handicapé. Mais la régression logistique ne tient pas compte du passé des personnes interrogées. Or certains itinéraires professionnels, conjugaux et géographiques peuvent expliquer pourquoi en France plus que dans les Peco où le chômage entraîne des phénomènes d'exode urbain et de regroupement familial, l'isolement est corrélé à la pauvreté.

Néanmoins, les hommes seuls ne sont pas moins exposés que les femmes seules (18) (cf. tableaux C et D, annexe 1). Plusieurs configurations, peut-on supposer, cumulent ici leurs effets. Après l'échec de la première mise en couple, les jeunes hommes sont moins nombreux que les jeunes femmes à revenir chez leurs parents y « *rechercher un soutien affectif et matériel* » (Villeneuve-Gokalp, 1997). Et si cette situation se produit après la fin des études, elle coïncide avec l'arrêt des aides parentales (Paugam et Zoyem, 1997). Plus tard dans le cycle de vie,

18. Observés au cours des quatre premières vagues du Panel européen (1994 à 1997), les hommes sortent moins souvent que les femmes de la pauvreté (au seuil de 10 %), à âge, diplôme, nationalité, composition du ménage et autres caractéristiques contrôlées (Breuil-Genier, Ponthieux et Zoyem, 2001).

quand, après le divorce, leurs enfants sont confiés à leur ex-conjoint, les hommes ont des pensions alimentaires à verser qui fragilisent leur situation financière et ne reçoivent pas les aides sociales. Or il n'en est pas de même dans d'autres pays, par exemple, comme la Russie où l'union libre est répandue et où les dispositions juridiques n'entraînent pas les mêmes obligations financières de la part des pères (cf. Kortchaguina, Ovtcharova, Prokofieva et Festy, 2005, ce numéro). Une troisième catégorie d'hommes, bien représentée parmi ceux vivant seuls, s'observe dans les Peco – où les régimes communistes ont fermé leurs frontières aux travailleurs étrangers – de façon beaucoup moins fréquente qu'en France : celle des immigrants dont la présence dans le pays d'accueil n'est pas toujours régulière. N'ayant pas fait venir de leur pays d'origine leur femme et leurs enfants, ils leur envoient une partie de la rémunération de leur travail et vivent, dans le pays d'accueil, de façon ascétique.

La pauvreté des hommes seuls dans ce dernier cas, s'il faut la qualifier par ses causes, est moins d'exclusion que de mobilité. Quand un pays vise à dissuader l'immigration étrangère, il renforce les postes frontières, distribue des cartes de travail pour les étrangers résidents légaux et reconduit à la frontière ceux qui sont sans papiers. Il rend ainsi plus vulnérables à la pauvreté ceux qui réussissent à déjouer ce dispositif légal. Ces derniers, en effet, sont sans protection dans le pays d'accueil et donc ne trouvent que des emplois mal rémunérés et non déclarés qui n'ouvrent pas droit aux indemnités en cas de chômage et ne procurent pas une couverture en cas de maladie. Le mécanisme causal est ici formellement équivalent à celui de la dissolution du couple avec enfant dans un pays qui défend la famille conjugale ou à celui du chômage caché dans un pays qui décrète l'emploi à vie. Ces trois types d'itinéraire conduisant à la pauvreté sont caractéristiques des pays de l'Europe

occidentale. Mais chacun d'eux ayant une conception différente des libertés individuelles et des limites que la société est en droit d'y apporter, la pauvreté conserve des spécificités nationales.

Si l'on suit le raisonnement de DiPrete (2002), les différences de pauvreté entre l'Espagne et le Portugal mais aussi entre la France et les autres pays ne sont pas près de disparaître. Dans l'Union européenne, tant que le dispositif de protection sociale, les lois réglementant le marché de l'emploi (et notamment le travail des immigrants) et le droit de la famille relèvent de la souveraineté de chaque État national, leurs effets contribueront à différencier les composantes de la pauvreté : part des travailleurs pauvres (« *working poors* ») par rapport aux ménages assistés, part de l'immigration parmi les travailleurs pauvres (« *working poors* ») mais aussi part de la pauvreté permanente par rapport à la pauvreté transitoire.

À la lumière des études concernant les Peco présentées dans ce numéro, on peut conjecturer que lorsque ces pays auront terminé leur période de transition, rejoint un niveau de vie moyen analogue à celui du reste de l'Union européenne et réduit à la portion congrue les formes d'extrême dénuement encore parfois dominantes actuellement (19), ces jeunes démocraties parlementaires se seront aussi dotées d'un dispositif plus étoffé de protection sociale. □

19. La dimension régionale de la pauvreté apparaît dans les « tableaux 2 » pour certains pays (Portugal, Roumanie). Or elle est imparfaitement prise en compte dans ce dossier, aussi bien dans les pays de l'Europe occidentale que dans les Peco. D'autres études font ressortir le fait que les capitales ont des modes de vie pauvres qui convergent. En revanche, les régions peu urbanisées conservent les différences nationales de leur paysannerie traditionnelle et des autres types de travailleurs pauvres (« *working poors* »). On doit évoquer le petit artisanat des minorités ethniques, par exemple les Tziganes (Fonseca, 1995) dans les pays de l'Est.

BIBLIOGRAPHIE

Atkinson A.B. et Micklewright J. (1992), *Economic Transformation in Eastern Europe and the Distribution of Income*, CUP, 1992.

Breuil-Genier P., Ponthieux S. et Zoyem J.-P. (2001), « Profils sur le marché du travail et caractéristiques familiales des actifs pauvres », *Écono-*

mie et Statistique, numéro spécial *Le panel européen : une nouvelle source statistique sur les ménages*, n° 349-350, pp. 99-124.

Booth C. (1903), *Life and labour of people in London*, Macmillan, London.

- Canto O. et Mercader-Prats M. (2001)**, « Young People Leaving Home: the Impact on Poverty in Spain », in B. Bradbury, S.P. Jenkins et J. Micklewright ed., *The Dynamics of Child Poverty in Industrialised Countries*, Cambridge University Press.
- Chenu A. et Herpin N. (2002)**, « Une pause dans la marche vers la civilisation des loisirs », *Économie et Statistique*, n° 352-353, pp. 15-38.
- Cole J. (2002)**, Compte rendu (Book Review) du livre de Altman D., *Global Sex*, Chicago : University of Chicago press, 216 p., 2001, *American Journal of Sociology*, vol. 107, n° 4, pp. 1120-1121, The University of Chicago.
- DiPrete T.A. (2002)**, « Life Course Risks, Mobility Regimes and Mobility Consequences: a Comparison of Sweden, Germany and the United States », *American Journal of Sociology*, vol. 108, n° 2, pp. 267-309, The University of Chicago.
- Dubeaux D. (1994)**, « Les français ont la main verte », *Insee Première*, n° 338, Insee, Paris.
- Duma V., Molnar M., Panduru F. et Verger D. (2005)**, « Roumanie : une agriculture de survie, après l'industrialisation forcée », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.
- Économie et Statistique (1997)**, numéro spécial *Mesurer la pauvreté aujourd'hui*, n° 308-309-310, Insee, Paris.
- Eurostat (2001)**, *La situation sociale dans l'Union européenne*.
- Eurostat (2003)**, *La situation sociale dans l'Union européenne*.
- Fahmy E. et Gordon D. (2005)**, « La pauvreté et l'exclusion sociale en Grande-Bretagne », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.
- Fall M., Horecký M. et Roháčová E. (1997)**, « La pauvreté en Slovaquie et en France : quelques éléments de comparaison », *Économie et Statistique*, numéro spécial *Mesurer la pauvreté aujourd'hui*, n° 308-309-310, pp. 241-259.
- Flemming J.S. et Micklewright J. (1999)**, « Income Distribution, Economic Systems and Transition », in A.B. Atkinson et F. Bourguignon (eds), *Handbook of Income Distribution*, vol. 1, North-Holland.
- Fonseca I. (1995)**, *Bury me Standing, the Gypsies and their Journey*, A.A. Knoff, New York.
- France/Pologne (2000)**, *Comparaison des conditions de vie*, Office central de Statistique, Varsovie.
- Gershuny J. (2000)**, *Changing Times, Work and Leisure in Postindustrial Society*, Oxford University Press.
- Herpin N. et Lagrange H. (2005)**, « La victimation de proximité, les précautions et la peur. Étude sur la cohésion sociale de voisinage », *Revue Économique, numéro spécial Économie et Sociologie. Terrains de confrontation*, vol. 56, n° 2, pp. 285-312.
- Herpin N. et Déchaux J.-H. (2004)**, « Entraide familiale, indépendance économique et sociabilité », *Économie et Statistique*, n° 373, pp. 3-32.
- Javeline D. (2003)**, *Protest and Politics of Blame : the Russian Response to Unpaid Wages*, University of Michigan Press, Ann Arbor.
- Kalugina E. et Najman B. (2003)**, « Travail et pauvreté en Russie : évaluations objectives et perceptions subjectives », *Économie et Statistique*, n° 367, pp. 83-100.
- Paugam S. et Selz M. (2005)**, « La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et des variations conjoncturelles », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.
- Kornai J. (1998)**, « From Socialism to Capitalism: What is Meant by the "Change of System"? », The Social Market Foundation, Center for Post-Collectivist Studies, Londres, 1998, traduction française par Bernard Chavance et al. (sous la direction de), *Capitalisme et socialisme en perspective*, La Découverte, 1999.
- Kortchagina I., Ovtcharova L., Prokofieva L. et Festy P. (2005)**, « Conditions de vie et pauvreté en Russie », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.
- Lefèvre C. (1995)**, « Le système de protection sociale russe : héritages et transformations », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 26, n° 4.
- Lefèvre C. (1998)**, « Enquête sur la politique sociale des entreprises industrielles russes en 1996 », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 427.

- Lollivier S. et Verger D. (1997)**, « Pauvreté d'existence, monétaire ou subjective sont distinctes », *Économie et Statistique*, numéro spécial *Mesurer la pauvreté aujourd'hui*, n° 308-309-310, pp. 113-141.
- Lollivier S. et Verger D. (2005)**, « Trois apports des données longitudinales dans l'analyse de la pauvreté », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.
- Martin C. (1997)**, *L'après divorce*, Presses Universitaires de Rennes.
- Maruani M. (2002)**, *Les mécomptes du chômage*, pp. 63-67, Bayard, Paris.
- Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (2004)**, *Rapport 2003-2004*, La documentation française, Paris.
- Paugam S. et Zoyem J.-P. (1997)**, « Le soutien financier de la famille : une forme essentielle de la solidarité », *Économie et Statistique*, numéro spécial *Mesurer la pauvreté aujourd'hui*, n° 308-309-310, pp. 187-210.
- Pison G. (2001)**, « Tous les pays du monde (2001) » *Population et Société*, n° 370, Ined.
- Pnud (1997)**, *Rapport mondial sur le développement humain*, Économica, Paris.
- Prioux F. (2004)**, « La fécondité en Europe depuis les années 1980 : de nouvelles lignes de partage », *Informations Sociales*, Cnaf, n° 118, pp. 7-23.
- Shorter E. (1982)**, *Naissance de la famille moderne*, Le Seuil, Paris.
- Stigler G.J. (1954)**, « The Early History of Empirical Studies of Consumer Behavior », *Journal of Political Economy*, vol. LXII, n° 2, pp. 95-113.
- Szelényi I. et Kostello É (1996)**, « The Economic Sociology of the Transition from Socialism », *American Journal of Sociology*, vol. 101, n° 4, pp. 1074-1081, The University of Chicago Press.
- Verger D. (2005)**, « Bas revenus, consommation restreinte ou faible bien-être : les approches statistiques de la pauvreté à l'épreuve des comparaisons internationales », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.
- Vichnevski A. (2000)**, *La faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*, Bibliothèque des Histoires, traduction française, Gallimard.
- Villeneuve-Gokalp C. (1997)**, « Le départ de chez les parents : définitions d'un processus complexe », *Économie et Statistique*, n° 304-305, pp. 149-162.
- Von Hirschhausen B. (1997)**, « Décollectivisation agraire et devenir national : une analyse du "retour" paysan en Roumanie », in Bozarslan Hamit (textes réunis par) *Regards et miroirs ; mélanges Rémy Leveau*, Leipzig : Leipzig Universität Verlag. pp. 111-127.
- Weber M. (1971)**, *Economie et société*, Plon, Paris (rééd. Pocket 1995).

Tableau A
Pauvreté de conditions de vie : les items de déprivation sélectionnés par les experts diffèrent selon le pays

France 1994	Espagne 1998	Pologne, 1997	Russie urbaine	Roumanie 2001	Antananarivo 1998
Environnement pollué, bruyant, vandalisé	Environnement pollué, bruyant, vandalisé	Environnement pollué, vandalisé		Logement construit avant 1940	La maison n'est pas « en dur » (ni brique, ni béton)
Logement trop petit	Logement surpeuplé	Logement surpeuplé		Plus de deux personnes par pièce	Logement surpeuplé (tenant compte comme pièce de la cuisine)
Pas d'eau chaude courante	Pas d'eau chaude courante	Pas d'eau courante, pas d'eau chaude courante,		Pas d'eau courante	Pas d'accès à l'eau courante dans la maison ou dans la cour
Logement humide fuites dans le toit	Logement humide fuites dans le toit	Logement sombre, humide, nécessitant une rénovation d'ensemble	Pas d'argent pour réparation fenêtres cassées		
Plancher/fenêtre pourri, chauffage insuffisant	Plancher/fenêtre pourri, chauffage insuffisant		Toit en mauvais état		
Pas de chauffage central		Pas de chauffage central	Pas d'argent pour payer charges de logement	Pas de cuisinière à gaz	Pas d'électricité pour l'éclairage
Pas de W.-C intérieur, ni douche ni baignoire	Pas de W.-C intérieur logement ni baignoire ni douche	Pas de W.-C. intérieur, ni baignoire ni douche			Pas d'électricité, ni de gaz, ni de pétrole comme combustible
Pas de cuisine séparée	Pas de cuisine séparée	Pas de cuisine ni coin cuisine ; pas de réfrigérateur ; pas de lave-linge		Pas de réfrigérateur	Pas de toilette avec fosse septique
Ni jardin ni terrasse					
Ne pas avoir de téléviseur couleur	Ne pas avoir de téléviseur couleur	Pas de téléviseur couleur ; pas de magnétoscope ; pas de poste de radio		Pas de téléviseur	
Viande, volaille ou poisson moins d'une fois tous les deux jours	Viande, volaille ou poisson moins d'une fois tous les deux jours	Difficultés financières pour l'alimentation courante	Ne peut se permettre des plats avec de la viande de qualité	Moins de 1,5 kilo de viande par tête et par mois	
			Ne peut pas toujours se permettre des aliments de base les moins chers		
				Moins de 2 700 calories journalières par équivalent adulte	
				80 % et plus du budget consacré à l'alimentation	
				Moins de 50 % de la dépense médiane pour l'hygiène personnel et le nettoyage de la maison	
Pas de téléphone	Pas de téléphone	Pas de téléphone			
Pas de voiture	Pas de voiture	Pas de voiture			
Ne pas pouvoir acheter des vêtements neufs, remplacer des meubles hors d'usage	Ne pas pouvoir acheter des vêtements neufs, remplacer des meubles hors d'usage		Pas d'argent pour remplacer chaussures/vêtement d'hiver, meubles		
			Pas les moyens d'acheter aux enfants de nouveaux vêtements ni de chaussures à leur taille		
Ne pas pouvoir avoir des invités une fois par mois	Ne pas pouvoir avoir des invités une fois par mois				
Se payer une semaine de vacances hors domicile une fois par an			Pas d'argent pour payer des fruits aux enfants		
			Pas d'argent à donner aux enfants pour se nourrir à l'école		
			Pas d'argent pour payer ambulance si non prise en charge		

Tableau B
Qui sont les bas revenus ?

	France 2001 Panel européen	Royaume-Uni 1996	Espagne 1998	Portugal 1997
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Agriculteur ----- <i>Réf.</i> Ouvrier non qualifié et autres indépendants ----- Ouvrier qualifié ----- Profession intermédiaire et employé ----- Cadre et profession intellectuelle supérieure	<i>Cf. Chômage</i>	Indépendant Ouvrier non qualifié Chômeur Retraité Autre inactif ----- <i>Réf.</i> Ouvrier qualifié ----- Cadre, profession libérale Profession intermédiaire Employé	Salarié de l'agriculture et de la pêche ----- <i>Réf.</i> Artisan et commerçant ----- Autres professions
Niveau d'études	Primaire et sans formation ----- <i>Réf.</i> Professionnel de base ----- niveau secondaire (ns), niveau sup (ns).	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme
Ville/campagne	Pas de différence significative campagne, ville moins de 100 000 h et ville de plus de 100 000 h		Décroit avec la taille de l'agglomération de résidence.	Décroit avec taille de l'agglomération de résidence.
Âge de la personne de référence	Moins de 30 ans 60 à 69 ans ----- <i>Réf.</i> 40-49ans ----- 30-39 (ns) 40-49 (ns), 70 + (ns)	Moins de 25 ans 55-74 ans ----- <i>Réf.</i> Autres âges	40-49 ans 80 ans et plus <i>Réf.</i> Autres âges	Moins de 47 ans Plus de 57 ans <i>Réf.</i> 47-57 ans.
Type de famille	Monoparentale Couple 3 enfants et plus Homme seul Femme seule ----- <i>Réf.</i> Couple 2 enfants ----- Famille complexe (n.s.) Couple sans enfant (n.s.) Couple avec 1 enfant (n.s.)	Monoparentale Personne isolée et couple 3 enfants et plus ----- Couple 1 ou 2 enfants ----- <i>Réf.</i> Couple sans enfant ----- ménage complexe (ns)	Monoparentale avec enfant de moins de 16 ans ; Couple, 3 enfants et plus de moins de 16 ans ; Couple, 2 enfants de moins de 16 ans ; Couple, 1 enfant de moins de 16 ans ; Personne seule ----- <i>Réf.</i> Couple avec au moins 1 enfant de plus de 16 ans ----- Famille complexe et autre ménage	Couple, 3 enfants et plus ; Monoparentale ; Couple, 2 enfants ; ----- <i>Réf.</i> Personne seule ----- Couple 1 enfant (ns) ----- Couple sans enfant Famille complexe
Handicapé	Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé		Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé	Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé
Personne au chômage	Ménage avec chômeur ----- <i>Réf.</i> Ménage sans chômeur	Ménage avec chômeur Ménage de retraités ----- <i>Réf.</i> Ménage d'actif(s) sans chômeur	<i>Cf. catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.</i>	<i>Cf. Source principale de revenu</i>
Nombre de personnes du ménage qui ont un emploi			Aucune ----- <i>Réf.</i> Une personne ----- Deux personnes et plus	
Propriétaire de son logement			Non propriétaire ----- <i>Réf.</i> Propriétaire	Non propriétaire ----- <i>Réf.</i> Propriétaire

Tableau B (suite)
Qui sont les bas revenus ?

Région			Andalousie ----- <i>Réf.</i> Autres régions ----- Madrid	Madeira ----- <i>Réf.</i> Autres régions ----- Lisbonne et Vale do Tejo
Source principale du revenu				Aide sociale ----- <i>Réf.</i> Retraite et chômage ----- Salaire et revenu d'exploitation
Personne de référence isolée des voisins ou de la famille				N'a parlé avec personne au cours de la dernière semaine. ----- <i>Réf.</i> A parlé.

Tableau B (fin)
Qui sont les bas revenus ?

	Russie urbaine 2001	Pologne 1997	Roumanie 2001	Antananarivo (1)
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Inactif ----- <i>Réf.</i> Ouvrier non qualifié ----- Profession intermédiaire-Employé (n.s.) ----- Ouvrier qualifié ----- Cadre Administrateur (2)	Agriculteur Ouvrier non qualifié ----- <i>Réf.</i> Ouvrier qualifié ----- Indépendant non agricole Cols blancs	Chômeur Agriculteur Indépendant non agricole ----- <i>Réf.</i> Employeur Salarié ----- Retraité (n.s.)	<i>Réf.</i> Autre activité ----- Travailleur à son propre compte Cadre ou patron
Secteur d'activité de la personne de référence.				Secteur informel Secteur privé ----- <i>Réf.</i> secteur public
Niveau d'études de la personne de référence	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme	<i>Réf.</i> Ne parle pas le français ----- Parle le français
Ville/campagne	Décroit avec taille de l'agglomération de résidence		Campagne ----- <i>Réf.</i> Agglomération urbaine	
Age de la personne de référence	<i>Réf.</i> 30-59 ans ----- 30 ans et moins 60 ans et plus	Décroit avec l'âge		Pas de différence significative
Type de famille	Couple, 2 enfants et plus (n.s.) Monoparentale (n.s.) ----- <i>Réf.</i> Famille complexe ----- Couple avec 1 enfant (n.s.) Personne seule ----- Couple sans enfant	Couple 3 enfants et plus Monoparentale ----- <i>Réf.</i> Couple 2 enfants ----- Famille complexe (n.s.) Homme seul (n.s.) ----- Femme seule Couple 1 enfant Couple sans enfant	Couple 3 enfants et plus Monoparentale Couple 2 enfants Famille complexe ----- <i>Réf.</i> Couple avec 1 enfant ----- Couple sans enfant Femme seule Homme seul	
Taille du ménage				Croit avec la taille du ménage
Nombre d'enfants dans le ménage				Croit avec le nombre d'enfants

Tableau B (fin)
Qui sont les bas revenus ?

Sexe du chef de ménage				Femme <i>Réf.</i> Homme
Handicapé	Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé	Pas de différence significative		
Personne au chômage	Ménage avec chômeur ----- <i>Réf.</i> Ménage sans chômeur	Ménage avec chômeur ----- <i>Réf.</i> Ménage sans chômeur	Cf. la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	
Taux d'activité dans le ménage				Croît avec le nombre d'actifs dans le ménage.
Région			Les 7 régions ----- <i>Réf.</i> Bucarest	
Religion				Pas de différence selon la religion du chef de ménage
Statut migratoire				Pas de différence selon que le chef de ménage est autochtone ou migrant.
<p>1. Pour Antananarivo : autres déterminants inclus dans la régression : niveau d'étude du conjoint, activité du conjoint, CSP du père du chef, niveau d'étude du père du chef. 2. La catégorie administrateurs correspond en Russie aux dirigeants des entreprises d'État, quelles que soient leur taille.</p>				

Lecture : les modalités en haut de chaque cellule (en gras) sont celles corrélées positivement à la pauvreté monétaire. Celles placées en dessous de la modalité de référence sont celles corrélées négativement. Les modalités notées (n.s.) sont celles qui ne sont pas significativement différentes de la modalité de référence.

Se reporter dans le dossier aux articles des différents pays pour les estimations numériques.

Tableau C

Qui sont les pauvres en conditions de vie ?

Résultat des régressions logistiques ne prenant pas en compte l'effet du revenu

	Royaume-Uni 1996	Espagne 1998	Portugal 1997	Tananarive
Catégorie socio-professionnelle de la personne de référence		Ouvrier non qualifié Chômeur ----- <i>Réf.</i> Ouvrier qualifié ----- Indépendant (n.s.) Employé administratif (n.s.) ----- Profession libérale Profession intermédiaire ----- Cadre	<i>Réf.</i> Ouvrier qualifié de l'agriculture et de la pêche Autre ouvrier non qualifié ----- Employé Artisan ----- Technicien ----- Cadre Profession libérale	<i>Réf.</i> Travailleur à son compte Autre situation ----- Cadre ou patron
Niveau d'études de la personne de référence	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le nombre d'année d'étude
Ville/campagne		Croît avec taille de l'agglomération	Décroit avec la taille de l'agglomération.	
Âge de la personne de référence	Décroit à partir de 45 ans	Moins de 40 ans Plus de 60 ans ----- <i>Réf.</i> 50-59 ans ----- 40-49 ans (n.s.)	Croît avec l'âge	Différence non significative
Type de famille	Monoparentale Couple avec 3 enfants et plus Femme seule Homme seul Couple avec 1 ou 2 enfants Ménage complexe ----- <i>Réf.</i> Couple sans enfant	Personne seule Couple avec enfant(s) de moins de 16 ans Monoparentale avec enfant moins de 16 ans <i>Réf.</i> Couple, au moins 1 enfant plus de 16 ans ----- Monoparentale avec enfant de plus de 16 ans (n.s.) ----- Couple sans enfant Ménage complexe	Couple 3 enfants et plus (n.s.) Monoparentale (n.s.) <i>Réf.</i> Personne seule ----- Couple 1 enfant Couple 2 enfants ----- Couple sans enfant, les deux au dessous de 65 ans ----- Autres ménages sans enfants	<i>Réf.</i> Personnes seules Couple avec ou sans enfant Ménage complexe ----- Monoparentale
Statut matrimonial de la personne de référence.	Séparé/divorcé ----- célibataire (n.s.) ----- <i>Réf.</i> Marié/co-habitant ----- Veuf, veuve (n.s.)			
Sexe de la personne de référence.	Femme ----- <i>Réf.</i> Homme		Femme ne vivant pas seule (n.s.) ----- <i>Réf.</i> Homme ----- Femme vivant seule (n.s.)	
Taille du ménage				Croît avec la taille du ménage
Nombre d'enfant dans le ménage				Croît avec le nombre d'enfant
Handicapé dans le ménage		Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé	Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé	

Tableau C (suite)

Qui sont les pauvres en conditions de vie ?

Résultat des régressions logistiques ne prenant pas en compte l'effet du revenu

Personne au chômage dans le ménage	Ménage avec chômeur ----- Ménage d'inactif ----- <i>Réf.</i> Ménage d'actif(s) sans chômeur		<i>Réf.</i> Personne inactive Personne au chômage, Personne ayant un emploi récent (avec période de chômage antérieure). ----- Emploi stable	
Nombre de personnes du ménage qui ont un emploi		Aucune ----- <i>Réf.</i> Une ----- 2 et plus		Croît avec le nombre d'actifs du ménage
Propriété du logement principal		Non propriétaire ----- <i>Réf.</i> propriétaire	Non propriétaire ----- <i>Réf.</i> propriétaire	
Région			<i>Réf.</i> Norte Madeira ----- Autres régions	
La personne de référence est isolée des voisins ou de la famille			Est isolée ----- <i>Réf.</i> Des contacts au cours de la semaine	
Appartenance religieuse				Décroit avec l'appartenance à une religion chrétienne

Lecture : les modalités en haut de chaque cellule, en gras, sont celles corrélées positivement à la pauvreté monétaire. Celles placées en dessous de la modalité de référence sont celles corrélées négativement. Les modalités notées (n.s.) sont celles qui ne sont pas significativement différentes de la modalité de référence.

Note : se reporter aux articles des différents pays pour les estimations numériques

Tableau D

Qui sont les pauvres en conditions de vie ?

Régressions logistiques prenant en compte l'effet du revenu

	France 2001	Russie urbaine 2001	Pologne 1997	Roumanie 2001
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	<i>Réf.</i> Ouvrier non qualifié Agriculteur (n.s.) Ouvrier qualifié (n.s.) Cadres (n.s.) Profession intermédiaire (n.s.) Employé (n.s.) ----- Autres.Indépendants	<i>Réf.</i> Ouvrier non qualifié ----- Ouvrier qualifié (n.s.) Profession intermédiaire et Employé (n.s.) Cadres (n.s.) Inactifs (n.s.) ----- Administrateurs (1)	Agriculteur Ouvrier non qualifié ----- <i>Réf.</i> Ouvrier qualifié ----- Cols blancs (n.s.) ----- Indépendants non agricole	Agriculteur Indépendant non agricole Chômeur ----- <i>Réf.</i> Salarié en emploi Employeur ----- Retraité (n.s.)
Niveau d'études de la personne de référence	Primaire et sans diplôme ----- <i>Réf.</i> Professionnel. de base ----- Secondaire (n.s.) Supérieur (n.s.)	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme	Décroit avec le niveau de diplôme
Ville/campagne	Croît avec la taille de l'agglomération	Décroit avec la taille de l'agglomération	Décroit avec la taille de l'agglomération	Décroit avec la taille de l'agglomération
Âge de la personne de référence	Décroissant à partir de 50 ans	30-39 ans 60 ans et plus ----- <i>Réf.</i> 40-49 ans ----- 50-59 ans (n.s.) moins de 30 ans (n.s.)	30-39 ans 50-59 ans ----- <i>Réf.</i> 40-49 ans ----- 60 ans et plus (n.s.) moins de 30 ans (n.s.)	
Type de famille	Homme seul Femme seule Monoparentale Ménage complexe Couple sans enfant ----- <i>Réf.</i> Couple 2 enfants ----- Couple 1 enfant (n.s.) Couple 3 enfants et plus (n.s.)	Monoparentale. ----- <i>Réf.</i> Couple 2 enfants ----- Personne seule (n.s.) Couple sans enfant (n.s.) Couple 1 enfant (n.s.) Ménage complexe (n.s.)	Homme seul Couple 3 enfants et plus Couple 1 enfant Couple sans enfant Monoparentale Ménage complexe ----- <i>Réf.</i> Couple 2 enfants ----- Femme seule (n.s.)	Couple 3 enfants et plus Homme seul Femme seule Monoparentale <i>Réf.</i> Couple 1 enfant ----- Couple sans enfant (n.s.) Couple 2 enfants (n.s.) Ménage complexe (n.s.)
Personne handicapée	Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé	Différence non significative	Ménage avec handicapé ----- <i>Réf.</i> Ménage sans handicapé	
Personne au chômage	Ménage avec chômeur ----- <i>Réf.</i> Ménage sans chômeur	Ménage avec chômeur ----- <i>Réf.</i> Ménage sans chômeur	Différence non significative	
Région				Les sept régions <i>Réf.</i> Bucarest
Déciles de revenu	Décroit avec le revenu	Décroit avec le revenu	Décroit avec le revenu	Décroit avec le revenu

1. La catégorie administrateurs correspond en Russie aux dirigeants des entreprises d'État, quelles que soient leur taille.

Lecture : les modalités en haut de chaque cellule, en gras, sont celles corrélées positivement à la pauvreté monétaire. Celles placées en dessous de la modalité de référence sont celles corrélées négativement. Les modalités notées (n.s.) sont celles qui ne sont pas significativement différentes de la modalité de référence.

Note : se reporter aux articles des différents pays pour les estimations numériques.